

MADAGASCAR - Revue de Presse francophone

JANVIER 2005

SOMMAIRE

POLITIQUE INTERIEURE.....	2
VIE POLITIQUE NATIONALE, SUITES DE LA CRISE DE 2002	2
DECENTRALISATION, PROVINCES AUTONOMES, REGIONS, COMMUNES	13
RELIGIONS, « PARTENARIAT » ETAT / EGLISES, SECTES, LAÏCITE	13
LUTTE CONTRE LA CORRUPTION, BONNE GOUVERNANCE.....	16
FORCES ARMEES, SECURITE PUBLIQUE, POLICE, IMMIGRATION.....	19
RELATIONS EXTERIEURES, DIPLOMATIE	22
VIE SOCIALE, DROITS HUMAINS, LIBERTES & JUSTICE	23
EDUCATION.....	23
PROSTITUTION DE MINEURS, MALTRAITANCE, ADOPTIONS, TRAVAIL DES ENFANTS	24
LIBERTE D'EXPRESSION, MEDIAS.....	26
DETENUS, CONDITIONS CARCERALES, JUSTICE	28
ENTREPRISES FRANCHES ET DROITS DES TRAVAILLEURS	31
AUTRES SUJETS	31
ECONOMIE.....	32
BANQUE MONDIALE ET FMI.....	32
DETTE EXTERIEURE, BAILLEURS DE FONDS, COOPERATION	33
SECURITE ALIMENTAIRE, NUTRITION, APPROVISIONNEMENT & CRISE DU RIZ	35
COMMERCE EXTERIEUR & OMC, COOPERATION REGIONALE (AGOA, COI)	40
AUTRES SUJETS	43
ENVIRONNEMENT.....	45
SANTE PUBLIQUE, FLEAUX & CALAMITES.....	46

POLITIQUE INTERIEURE

Vie politique nationale, suites de la crise de 2002

2005 commence dans l'incertitude politique. A l'occasion des vœux, le Président RAVALOMANANA est resté énigmatique sur l'essentiel ; contrairement à l'année dernière, il n'a pas fait d'importantes déclarations politiques mais a durement malmené l'opposition. Une partie importante de son discours a été une attaque en règle contre les "saboteurs" du développement et les "jaloux" qui ne font que "démoraliser le peuple". Le Président n'a visiblement pas apprécié les initiatives du RFN et du CRN. Il déclare comprendre les difficultés dans lesquelles se débat la population, mais réitère qu'elles sont passagères et que les objectifs de développement rapide et durable seront atteints. "Dieu est avec nous". Néanmoins, le Président n'a pas beaucoup informé sur ce que demain sera fait ni apporté des réponses précises sur les interrogations de l'opinion. La "brutalité" du chef de l'Etat vis-à-vis de l'opposition s'expliquerait par l'actuel regain d'activisme politique. Le Président n'a pas apprécié d'avoir manqué ses objectifs de réussir l'apaisement politique pour 2004. Les mesures importantes annoncées le 31 décembre 2003, n'ont pas permis en 2004, de "tourner la page" 2002, ainsi que le chef de l'Etat avait souhaité. La grâce présidentielle ou l'élargissement controversé de l'ancien Premier ministre TANTELY ANDRIANARIVO annoncés le 31 décembre 2003, suivi par un remaniement gouvernemental ont été inopérants. Onze ministres avaient été remerciés, dont les figures marquantes des "événements 2002". Un an après, la question de "réconciliation nationale" ressurgit. Plus crédible, avec des personnalités comme le pasteur EDMOND RAZAFIMAHEFA, ancien chef de l'église réformée FJKM, le RFN s'avère potentiellement plus dangereux que le CRN D'ALBERT ZAFY. 2004 a été fertile en événements en termes de qualité de vie et les questions de carburants, d'inflation, de riz, de vanille, de salaires, ... pèsent plus devant l'opinion que les réalisations d'infrastructures. (D'après l'Express du 03/01/05)

Marc RAVALOMANANA de 2005, n'est plus celui de 2002 : Son entourage a changé. Ceux qui faisaient partie de son premier cercle en début de mandat sont de plus en plus à l'écart, soit à cause de leur fonction officielle, soit parce qu'ils sont carrément évincés. Des diplômés du Canada, d'Allemagne et des Etats-Unis forment depuis un an l'entourage proche du président. Avec le récent problème du riz, la « tikoïsation » de l'administration, le régime a ses limites dans le choix des « hommes ». Chouchouté par le président, le FFKM perd progressivement sa crédibilité, après la mise en place du RFN par le pasteur EDMOND RAZAFIMAHEFA et le RP REMI RALIBERA. (D'après La Gazette du 07/01/05)

MARC RAVALOMANANA : un redoutable politique sous-estimé. Le président se trouve aujourd'hui à mi-chemin de son mandat. Une performance qui étonne les uns mais surtout qui indispose ses adversaires à l'intérieur comme à l'extérieur. D'aucuns lui avaient en effet prédit un avenir éphémère. "Une semaine, un mois, trois mois", avaient dit les plus sceptiques. Beaucoup parmi les actuels opposants caressent toujours l'idée de le voir partir avant la fin de son mandat qui expire en 2007. Le chef de l'Etat fait comme si de rien n'était. Les circonstances jouent par ailleurs en sa faveur : la légalité républicaine lui est acquise, l'armée, l'administration et tout l'appareil étatique lui reconnaissent le titre de chef d'Etat. La communauté internationale lui témoigne le plus grand respect à commencer par les USA, suivis des autres, notamment notre premier partenaire qu'est la France. Il ne reste que quelques irascibles pour lui dénier le titre de président de la République. Dépourvus de tout sens de la réalité, ils mènent un combat d'arrière-garde. Leur principale erreur est de le sous-estimer. Le chef de l'Etat est un redoutable politique doublé d'un stratège.

Ravalomanana détient une arme qui semble ignorée des opposants. Il a su tirer toutes les leçons des échecs et des réussites (si elles en existaient) de ses trois prédécesseurs. Principalement, il a réussi à maintenir les grands équilibres entre "les faiseurs de rois", la communauté internationale, les églises, l'armée, les gros intérêts économiques et financiers, l'administration et les électeurs. A travers le groupe industriel Tiko qui s'implante actuellement dans les coins et recoins de l'arrière-pays et qui le quadrille avec ses six mille employés, il est en train de devenir un acteur majeur de l'avenir politique et économique du pays. En tout cas, à la fin de son mandat (actuel et qui sait un deuxième), il aura suffisamment atteint une masse critique qui lui donnera un poids politique incontournable. Aucun parti n'a jamais réussi cette prouesse même pas l'AREMA. L'un des atouts du chef de l'Etat est enfin l'extrême lisibilité de sa politique. RAVALOMANANA mène une politique de droite, la main sur la bible. Menée dans un pays de croyants et de chrétiens, un pays composé de 80 % de paysans, cette politique de bâtisseur teintée de messianisme a le mérite de la simplicité et de la clarté pour une population sociologiquement conservatrice. Voilà une donnée que les opposants n'ont pas comprise. Ils préfèrent se gausser de l'air faussement débonnaire et paysan du président. Résultat : rien ni personne ne semble pour l'heure inquiéter MARC RAVALOMANANA. Et ses opposants tournent en rond comme une vis sans fin. (D'après La Tribune du 31/01/05)

MOXE RAMANDIMBILAHATRA soutient RAVALOMANANA : libéré de ses fonctions de porte-parole du Président de la République, il déclare que le Président incarne seul le changement. Il retrouve son parti Teza et redevient "simple conseiller politique". Il rappelle que comme lui le chef de l'Etat accorde la priorité à l'éducation et à la santé, qu'il privilégie les communes et les régions. MOXE n'est "pas pour le maintien des provinces", mais dit "pas connaître les intentions du chef d'Etat" quant au sort de ces "structures qui sentent les relents du colonialisme". "Ce n'est pas lui qui nous a cherchés, c'est nous qui sommes venus à lui", précise MOXE. Le président n'a pas sollicité les hommes politiques, il n'a donc pas à tenir compte de leurs conseils. Il ajoute : "*Ce n'est pas au pouvoir de redonner leur place aux hommes politiques, ce sont ces derniers qui doivent prouver au peuple qu'ils méritent la place qu'ils revendiquent, celle de diriger le pays.* Mais il ne faut pas garder la mentalité de prédateur qui caractérise certains politiciens". (D'après L'Express du 20/01/05)

La Constitution en lambeau ! La création récente de nouveaux découpages (districts et arrondissements) constitue une nouvelle charge contre la constitution car ils ne sont pas prévus par la loi fondamentale ; celle-ci semble partir en lambeau depuis l'arrivée au pouvoir du couple RAVALOMANANA-SYLLA. En deux ans, l'exécutif malgache lui a plusieurs fois tordu le cou. Une première fois avec l'auto-investiture de RAVALOMANANA en février 2002. Après le retour à la normale en mai 2002, la pratique a continué avec le non-remplacement des six gouverneurs provinciaux nommés par RATSIRAKA. Ces gouverneurs, tous partisans de Ratsiraka, sont poursuivis en justice à l'exception notable de PASCAL RAKOTOMAVO, ancien gouverneur d'Antananarivo et du général de division RAVELOARISON, éphémère gouverneur militaire de la capitale. Ils ont été remplacés par des présidents des délégations spéciales des provinces autonomes. Ces structures transitoires étaient pourtant appelées à disparaître. Ensuite, les conseils provinciaux ont aussi été dissout. Le gouvernement n'a pas pour l'instant l'intention de convoquer des élections pour les remplacer. Par ailleurs, le chef de l'Etat lui-même continue d'entretenir le flou en rattachant à la présidence des organismes jusque-là évoluant en dehors de sa compétence directe. Le comble est atteint avec le non respect perpétuel de la laïcité de l'état. Un conseil des ministres précédé de prière, des séances d'ouverture et de clôture de l'assemblée nationale théâtre de culte œcuménique, des chefs des églises membres du conseil chrétien des églises occupant le troisième rang protocolaire, avant le vice-premier ministre, les ministres, les sénateurs, les députés et les

officiers généraux. La révision de la constitution est plus que jamais à l'ordre du jour. L'actuelle constitution date de 1992. Elle a déjà subi deux révisions par voie référendaire en 1995 sous la présidence de ZAFY ALBERT et en 1998 sous la présidence de DIDIER RATSIRAKA. Cette dernière révision a complètement dénaturée la Constitution de 1992 qui donna au pays le premier régime parlementaire de son histoire. (D'après Tribune du 24/01/05)

Une élection présidentielle dans deux ans : La vigilance des «vrais Ravalomananistes».

Pour le TIM au pouvoir, le coup d'envoi de la préparation de cette échéance a été lancé par la tenue d'un congrès national les 20 et 21 décembre. Depuis, tout tend vers un seul objectif : la réélection de MARC RAVALOMANANA. Cependant, RAZOARIMIHAJA SOLOFONANTENAINA et son équipe auront du mal à relever ce défi tant que la plupart de Malgaches continueront de vivre dans la pauvreté. Les élus TIM sont dans l'embarras. Les "vrais Ravalomananistes" en sont conscients, sans parler des "faux" qui se comportent le plus souvent en zéloteurs du régime pour pouvoir se maintenir en place.

Mais, qui sont ces "Vrais Ravalomananistes"?

Au premier rang, les chefs de parti politique qui se sont regroupés à l'époque au sein du KMMR. La plupart de ces anciens compagnons de lutte sont sur la touche et évoluent au sein de la SPDUN, considérant que beaucoup d'opportunistes se sont infiltrés dans ses rangs du parti présidentiel. Ils n'hésitent pas à pointer du doigt l'incompétence de l'équipe gouvernementale et à demander le départ de JACQUES SYLLA qu'ils accusent d'être parmi ces opportunistes et d'avoir plongé le pays dans le marasme.

Outre ces ex-KMMR dont la plupart ont basculé dans l'opposition, d'autres "vrais Ravalomananistes" siègent dans des instances dirigeantes du pays. Parmi eux, le président du Sénat, RAJEMISON RAKOTOMAHARO, qui a été en 2001 directeur de campagne de MARC RAVALOMANANA. Si cette deuxième personnalité de l'Etat était connue pour son langage diplomatique, contrairement à son homologue de l'Assemblée Nationale, JEAN LAHINIRIKO, cette fois il a adopté un ton on ne peut plus clair et net car il y va de l'image du régime ; il faut identifier les "faux amis » et les incompetents et les exclure du pouvoir. Sans doute que le revirement du Pasteur EDMOND RAZAFIMAHEFA a été le déclic car c'est en fait une partie de l'électorat "chrétien" que l'ancien président de la FJKM représente. (D'après Tribune)

Vœux de Nouvel an : le président du Sénat: dur envers le gouvernement ! Le discours du président du Sénat, RAJEMISON RAKOTOMAHARO a été le plus percutant dans la mesure où il a osé dénoncer ce qu'il pense être anormal et inacceptable. Conscient de la pauvreté dans laquelle vit actuellement le peuple, il a rappelé les propos du chef de l'Etat selon lesquels "c'est n'est pas l'argent qui manque, mais c'est la manière dont on l'utilise qui pose problème". "Monsieur le président, si l'argent existe vraiment, il est temps de l'utiliser. Et d'enfoncer le clou : " Monsieur le Président, l'heure est à l'exécution, car nous avons déjà également atteint le point d'achèvement." Et encore : "Monsieur le Président, j'ai l'impression que c'est vous qui faites tout maintenant. Mais, où sont les responsables?" RAJEMISON RAKOTOMAHARO a dénoncé d'une manière indirecte l'immobilisme du gouvernement face à la crise. Il a conclu en mettant en garde le président de la République contre ses proches. (D'après Tribune)

Présentation de vœux : des chefs de partis n'ont pas été invité ou ont boudé la cérémonie.

La cérémonie de présentation de vœux n'a pas été "faste" pour les chefs de partis "hors du pouvoir". Si on savait déjà que VONINAHITSY JEAN EUGENE (RPSD Vaovao), MONJA ROINDEFO (Monima) et le pasteur RICHARD ANDRIAMANJATO (AKFM-Fanavaozana) n'avaient pas eu leur invitation, leurs collègues ont montré qu'ils ne digèrent pas cette politique d'exclusion en refusant de se rendre au Palais d'Etat. Seuls étaient donc présentes des personnalités politiques connues pour leur soutien au régime. (D'après Tribune)

MARC RAVALOMANANA partage sa "vision" de Madagascar aux ingénieurs nationaux : le Président a rencontré l'Ordre des ingénieurs afin de leur faire partager sa "vision de Madagascar" et de voir comment les ingénieurs peuvent contribuer à sa réalisation. Le renforcement des investissements en milieu rural, la transformation sur place de la production locale, l'exploitation minière, la construction et la réhabilitation de routes, les nouvelles technologies de télécommunications sont autant des priorités qui requièrent le savoir-faire des milliers d'ingénieurs malgaches. Mais si les ingénieurs malgaches peuvent se targuer de représenter toutes les branches d'activité, il a été unanimement constaté l'insuffisance de capitaux à leur disposition. (*D'après Les Nouvelles du 20/01/05*)

Rassemblement des forces nationales (RFN)

Le RFN ne se contentera pas de l'éviction de JACQUES SYLLA. JOSE RAKOTOMAVO, secrétaire général du RFN et proche du CRN, rappelle que l'objectif du RFN est un changement de fond. Pour l'opposition, les déclarations du président du Sénat contre le gouvernement sont les résultats d'une "connivence" pour faire de JACQUES SYLLA, "le bouc émissaire de la faillite d'un régime autocratique". Le maître d'œuvre d'une campagne de signatures pour la tenue d'une conférence nationale parrainée par le CRN D'ALBERT ZAFY, rappelle que l'objectif fondamental du RFN est un changement de fond. "Il ne faut plus qu'arrivé au pouvoir, un citoyen puisse utiliser les prérogatives officielles pour servir ses intérêts personnels ou ceux de proches, sociétés ou individus". Les assises nationales du RFN en décembre ont pointé du doigt "une gestion libérale de l'économie... dévoyée par les dirigeants... dont le principal souci est d'ériger en position de monopole certaines entreprises et sociétés dans des secteurs variés". 200 personnalités ont répondu à l'invitation, dont 149 représentants de partis politiques. Les partis politiques n'ont pas le monopole de la réflexion sur la vie nationale". (*D'après l'Express*)

Le RFN donne l'impression d'avoir fait une erreur de casting. Le RFN doit encore convaincre. Les membres de la société civile hésitent à rejoindre le mouvement. Certains avancent que c'est par crainte de représailles. Mais c'est peut être aussi parce que le RFN est considéré comme le cheval de Troie du CRN, l'aile radicale de l'opposition. Par ailleurs, le choix du chef de file est perçu comme "une erreur de casting". Les prises de position du pasteur RAZAFIMAHEFA qui n'interviennent que depuis son éviction de la présidence de la FJKM à l'issue du dernier synode sont senties comme une réaction d'amertume, de frustration et de dépit. (*D'après Les Nouvelles du 26/01/05*)

Commission politique et juridique du RFN : état des lieux. Le RFN fait le constat suivant : l'Etat Malgache a dégénéré en autocratie. La gestion des affaires nationales est focalisée sur la recherche et la protection des intérêts d'un seul individu et d'une minorité. Les sociétés du Groupe TIKO : MAGRO, ALMA etc.... amassent les profits et exercent un monopole dans de nombreux secteurs, en faisant fi des lois relatives aux appels d'offres. Les Institutions de l'Etat ont été transformées en instruments destinés à servir et protéger les intérêts d'un seul individu (exemples : l'élaboration et l'adoption des lois sur la détaxation, la mise en place des régions, la cession des terrains aux étrangers). La séparation des pouvoirs entre l'Exécutif et le Judiciaire n'est pas respectée. L'orthodoxie financière est bafouée, ce qui a engendré des dépenses irrégulières et illégales, inconsidérées, excessives, hors budget, et le déficit budgétaire. Il règne une confusion totale entre les affaires de l'Etat et celles de l'Eglise d'une part, et les affaires de l'Etat et celles du parti présidentiel d'autre part. La loi relative à l'attribution des indemnités et avantages destinés aux Hauts Responsables n'est pas respectée (chefs de région, BIANCO). Il en est de même pour les dotations aux régions, aux collectivités...). La plupart des dirigeants abusent de leur pouvoir et commettent des délits d'initiés. Les libertés fondamentales d'opinion et d'expression et les droits syndicaux sont

bafoués. Les journalistes ne sont plus totalement libres dans l'exercice de leur métier. Il existe une mainmise du régime sur l'audio-visuel public. (D'après Tribune du 18/01/05)

Me WILLY RAZAFINJATOVO : «Le RFN n'a rien à voir avec PIERROT RAJAONARIVELO, secrétaire national de l'AREMA, il n'est ni l'initiateur ni le sponsor du RFN présidé par le PASTEUR RAZAFIMAHEFA. "Il est vrai que je suis membre de l'instance dirigeante de cette nouvelle plateforme de la société civile. Mais, si je suis là, moi qui suis avocat de PIERROT RAJAONARIVELO, cela ne veut pas dire que mon client y a aussi son empreinte." Ce démenti arrive à point nommé après la déclaration faite par le secrétaire national de l'AREMA, quant à son éventuelle candidature à l'élection présidentielle de 2007. On supputait que PIERROT RAJAONARIVELO, considéré comme seul à avoir tous les atouts lui permettant de rivaliser avec l'actuel président de la République, a créé le RFN pour préparer son retour et sa candidature.Me WILLY RAZAFINJATOVO souligne que la déclaration de candidature de PIERROT RAJAONARIVELO a insufflé un nouvel espoir aux Malgaches, bien qu'il soit sous le coup d'une peine de 5 ans d'emprisonnement ferme pour complicité et usurpation de fonction. (D'après Tribune)

Leader Fanilo : soutien au RFN. Son secrétaire général déclare que cet appui relève du fait que leurs objectifs convergent vers le même point, celui de réunir tous les Malgaches après la crise de 2002. « Réconcilier les enfants de ce pays entre eux et avec eux-mêmes, c'est la seule issue qui nous permet de sortir de cette crise socio-économique sans précédente dans laquelle le peuple est plongée ». A cette occasion, il a rappelé que la réconciliation nationale a été l'une des revendications de son parti depuis l'avènement de RAVALOMANANA au pouvoir et qu'à l'époque, ce dernier avait demandé à ce que le président HERIZO RAZAFIMAHALEO travaillât avec lui. Encore un parti politique de taille qui va donc travailler de concert avec le RFN. (D'après La Gazette du 18/01/05)

L'initiateur du « Groupe des 17 », FAHARO RATSIMBALISON du parti RPSD Vaovao, donne son point de vue dans Tribune sur la naissance du RFN : "Je suis d'accord à 100% avec cette initiative du Pasteur EDMOND RAZAFIMAHEFA". Selon lui, l'instrumentalisation excessive des églises lors de la crise de 2002 est à l'origine des problèmes économiques et surtout politiques actuels. "Et si actuellement le pasteur EDMOND RAZAFIMAHEFA et quelques hommes des églises sont conscients de la gravité de la situation en se regroupant au sein d'une formation qui veut jouer le rôle de contre-pouvoir, je ne peux que m'en réjouir. Même si le RFN n'est pas une formation d'opposition, mes partisans peuvent y adhérer en leur nom personnel. La création d'une plate forme s'avère la meilleure solution plutôt que de regrouper tous les frustrés du régime au sein d'une même et unique formation. RATSIMBALISON rappelle que s'il fait encore de la politique en fondant le "Groupe des 17", c'est pour que les citoyens soient libérés de l'emprise des capitalistes nationaux et étrangers, que toutes les tribus soient mis sur le même pied d'égalité et aient les mêmes droits et le même "statut", que l'équilibre régional devienne une réalité, qu'il n'y ait plus exclusion sociale et pour que toutes les personnes impliquées dans l'affaire 2002 soient libérées. « Madagascar appartient à tous les Malgaches »

Initiatives en faveur d'une conférence nationale

Concurrence entre CRN et RFN ? Le RFN ne serait que la résultante du travail de sensibilisation entrepris par le Comité pour la Réconciliation Nationale (CRN), selon les propos d'un proche D'ALBERT ZAFY. Le CRN a exprimé sa satisfaction d'avoir réuni 2 855 000 signatures en faveur de la tenue d'une conférence nationale pour la réconciliation (mais on rapporte dans la Gazette que dans la région du Boina, une dizaine de pages de signatures ont été obtenues contre de l'argent. C'est ce genre d'agissement, dit-on, qui a poussé récemment le CRN à doter d'une autorisation écrite ceux chargés de récolter des signatures). Le RFN de son côté aspire à

organiser une conférence nationale. Des hommes ayant pied dans les deux organisations tentent d'établir des passerelles. Les deux mouvements sont pour l'instant sur la même ligne et se trouvent en rivalité. Le RFN apparaît comme opportuniste et passe ainsi comme perturbateur puisque le mouvement dirigé par le Pasteur RAZAFIMAHEFA se refuse d'être de l'opposition. (D'après les Nouvelles du 15/01/05)

Conférence nationale unique : ZAFY va-t-il accepter ? Les tractations menées par la SPDUN auprès du RFN et du CRN en vue d'une seule conférence nationale vont bon train. Mais quid du CRN qui a déclaré qu'il serait d'accord avec cette proposition de la SPDUN si la "Réconciliation Nationale" était le thème principal de cette conférence unique ? ZAFY a laissé entendre qu'aucune fusion ne peut être envisagée avec la SPDUN ni avec le RFN. A chacun de suivre son chemin a-t-il fait comprendre. Que chacun travaille de son côté, poursuive sa stratégie et élabore son programme ; on discutera ensuite. (D'après Tribune du 19/01/05 et du 28/01/05)

La SPDUN, le RFN et le CRN auraient trouvé un consensus pour la tenue d'une conférence unique. Chaque groupement gardera pourtant son indépendance et dispose d'une marge de manœuvre dans la préparation de la conférence. Chaque entité enverra sa délégation pour former un comité préparatoire. La SPDUN a déjà annoncé son thème principal, à savoir la bonne gouvernance. Le CRN n'a pas changé d'idée sur sa conférence sur la réconciliation nationale. Tous les grands partis politiques ont accepté cette idée de conférence unique. Les partis de la mouvance présidentielle Avi et Mfm ont été représentés par leur président respectif, à savoir NORBERT RATSIRAHONANA et MANANDAFY RAKOTONIRINA. "Nous allons encore inviter le Tim", a évoqué la SPDUN qui ne désespère de l'associer mais son président mais RAZOARIMIHAJA SOLOFONANTENAINA n'a jamais caché sa méfiance envers la démarche de ces structures "manœuvrant pour d'autres objectifs inavoués". **Le TIM refuserait l'idée d'une réconciliation** dans la mesure où la Grande Ile, à ses yeux, n'a à aucun moment connu une guerre civile. (D'après Matora du 28/01/05)

L'AREMA, qui a boudé la SPDUN, devrait être partante. (D'après L'Express du 27/01/05)

Le député VONINAHITSY JEAN EUGENE, président du RPSD Vaovao et co-président de la SPDUN préconise un référendum : face à la déclaration de l'ancien porte-parole du président de la République, président du parti Teza MOXE RAMANDIMBILAHATRA selon laquelle le régime va également tenir sa conférence nationale il déclare : «Tant mieux si le régime va également organiser sa propre conférence nationale. Mais ce que je demande, c'est qu'après les deux conférences nationales (celle de l'opposition et du régime), il y ait un référendum sur les deux textes de ces deux conférences", a-t-il préconisé. Et d'ajouter : " Et si c'est le régime qui gagne, nous laissons MARC RAVALOMANANA terminer son mandat. Mais si c'est le contraire qui se produit, MARC RAVALOMANANA doit immédiatement déposer sa démission pour qu'un régime de transition puisse s'installer". Au cas où le président de la République refuserait de convoquer ce référendum, le président du RPSD Vaovao met en garde : "Si MARC RAVALOMANANA refuse de convoquer ce référendum, un régime de transition sera immédiatement mis en place, qu'il le veuille ou non". (D'après Tribune du 31/01/05)

Positionnement de l'AREMA

NDREMANJARY JEAN ANDRE porte-parole de l'AREMA étale toute sa rancœur sur la situation sociopolitique. «Nous sommes loin des promesses faites, quand les pro-Ravalomanana parlaient de faire de Madagascar, le premier exportateur de riz et que les Malgaches auront non seulement droit à une habitation en dur mais se verront aussi doter de frigidaire et de 4L. Nous nous acheminons vers une destruction rapide et durable ». C'est la troisième fois qu'il entend le président RAVALOMANANA dire qu'il est temps de décoller mais jusqu'à aujourd'hui, il n'y a rien eu. Ou peut-être si, car même tardivement, le président est

redescendu sur terre pour se tourner vers les paysans et opter pour une politique agricole». (D'après La Gazette du 13/01/05)

Les sénateurs AREMA dans le collimateur des militants de base de la capitale. En marge de la présentation de vœux de la Plateforme de la solidarité et d'action (PSA), les militants de la section d'Antananarivo qui sont membres de la plateforme n'ont pas été tendres envers eux. Certains sont allés jusqu'à les accuser de complicité avec le Tim. Créée au premier semestre 2004, la PSA regroupe l'opposition tananarivienne. Elle est dirigée par la section CRN de la capitale, dont HARINAIVO RASAMOELINA de l'AREMA et LALAINA BERTHNES du Leader Fanilo. Sa première action a été d'exhorter la population d'Antananarivo à s'unir et à se dresser contre le régime. (D'après Les Nouvelles du 19/01/05)

Les dirigeants essayent de revitaliser leur parti pour partir à la reconquête du pouvoir : Son comité directeur va définir la position du parti sur l'échiquier politique, suite à "l'appel du 18 janvier" lancé par son secrétaire national, PIERROT RAJAONARIVELO, en exil à Paris, qui a déclaré "la fin de la main tendue" du parti au pouvoir pour se ranger dans une "opposition franche". L'objectif est clair : la préparation des élections présidentielles de 2007. Ce conclave est le premier depuis son départ du pouvoir. (D'après L'Express du 20/01/05)

Victoire des colombes au Comité directeur : le parti a décidé de ne rien décider. Au lieu d'une logique de rupture avec le pouvoir, son comité directeur a préféré le stand by. Il fait plus état de recommandations de principe que de décisions définitives pourtant attendues depuis la déclaration de son secrétaire national. Il se contente de réaffirmer que le parti est dans le camp de l'opposition et de réitérer son adhésion à l'idée d'une conférence nationale de réconciliation " La première recommandation porte sur l'urgence d'un engagement du parti dans les questions de ravitaillement et de médicaments. (D'après L'Express du 21/01/05)

" Nous avons été **contactés pour la formation d'un prochain gouvernement** ". C'est une confiance DE VAOVAO BENJAMIN, le n° 1 sur place en l'absence du Secrétaire National de l'AREMA. (D'après Les Nouvelles du 21/01/05)

RALAI DOVY SAMUEL, Coordonnateur national de l'AREMA : nous nous sommes retirés de la SPDUN quand nous avons perçu une valse-hésitation de ses membres. Quant au CRN, l'AREMA fait partie des entités qui en ont signé l'acte constitutif. Malgré la défection de nombreuses personnalités, l'AREMA est resté présent. Avec le RFN, on constate que le monde économique et la société civile commencent à intervenir dans le domaine politique. Cela doit être pris en considération. Nous avons traversé une phase identitaire. Le propre des partis politiques malgaches c'est de s'identifier à l'image d'une personnalité charismatique. En cas de défaillance de ce dirigeant, le parti affiche une certaine faiblesse. Mais aujourd'hui, l'AREMA, malgré l'absence de son fondateur et de son secrétaire national, survit en tenant compte des diversités. L'AREMA était mal à l'aise dans la position de main tendue imposée par la direction. Beaucoup n'ont pas compris cette stratégie. Les militants souffrent de la faim, d'où cette incompréhension à l'endroit des sénateurs. Le problème de l'AREMA, en fait, c'est la présence de brebis galeuses, il faut les éliminer. (D'après L'Express du 24/01/05)

Supputations sur le changement de Premier Ministre

Après son intervention critique remarquée lors des vœux présidentiels, **pourquoi ne pas installer RAJEMISON RAKOTOMAHARO à la Primature ?** Le président du Sénat a bien localisé les carences du gouvernement et semble être à même de pouvoir les combler. Il est sincèrement désolé par l'impopularité du régime et témoigne d'une ardente volonté de redresser la situation. Il est enfin de longue date un compagnon de route de MARC RAVALOMANANA. Le tandem ferait un peu trop « pouvoir merina », mais mûre politiquement maintenant : la population a dépassé ce genre de considération. Si le redressement est rapidement palpable, les gens ne seraient guère regardants sur l'ethnie de ses auteurs. Si de nombreux suffrages étaient allés à MARC RAVALOMANANA au scrutin

présidentiel de 2001, c'est parce que les électeurs espéraient que les « Tiko boys » allaient moderniser l'île, à l'image du fleuron de l'industrie malgache. Diplômé d'économie et de gestion, le président du Sénat comptait parmi les cadres de Tiko. Quand MARC RAVALOMANANA s'était présenté dans la course à la mairie de Tana-Ville, c'était lui qui avait été placé en tête de sa liste. Quand le DG de Tiko s'aligna dans la course à la magistrature suprême, c'était le même RAJEMISON qui se chargea de sa campagne. Par la suite, l'homme fut parachuté dans des points chauds qui pouvaient gêner les premiers pas de M. RAVALOMANANA à la tête de l'Etat : la mairie de Tana-Ville puis la compagnie Air Madagascar. Au moment où il allait être nommé ambassadeur de Madagascar à Paris, on lui donna comme mission la pacification et la mise sous contrôle du Sénat, dominé par des éléments de l'AREMA. C'est dire que M. RAJEMISON se plaît dans les opérations de reprise en main. (D'après *La Gazette*)

Après le discours de vœux offensif du président de la Chambre haute, la côte du gouvernement est au plus bas. Affaibli par son éviction du poste de S.G. du TIM, le Premier Ministre se trouve en mauvaise posture. ***Des noms de Premiers ministrables (re)commencent à circuler. TONGAVELO ATHANASE et JEAN-PIERRE TOTOBESOLA se trouveraient en pole position.*** L'un et l'autre sont considérés comme des modérés, quand bien même ils auraient fait partie des précédents régimes. Du temps de ZAFY ALBERT pour le premier qui était le secrétaire général du ministère de l'Energie et des Mines ; et sous DIDIER RATSIRAKA pour le second. Il est vice-président du Sénat, après avoir été élu sénateur sous les couleurs de l'AREMA, il avait fait partie de l'éphémère gouvernement RATSIMANDRAVA. TONGAVELO ATHANASE, professeur de français à l'Université, membre l'Avamami qui avait pour président d'honneur, feu FRANCISQUE RAVONY dont il est un des héritiers politiques. Un titre qui est tout un symbole puisque l'illustre avocat avait, de son vivant, pris la défense de MARC RAVALOMANANA. Politiquement, la nomination éventuelle de TONGAVELO ATHANASE ou de JEAN-PIERRE TOTOBESOLA, tous les deux natifs de la province d'Antsiranana, risque de faire perdre le Nord à ZAFY ALBERT et au CRN. Et de damer le pion au RFN qui se pose en rassembleur. (D'après *Midi*)

Deux nouveaux noms qui circulent pour le remplacement du premier Ministre : le général RABOTOARISON CHARLES SYLVAIN, actuel ministre de l'Environnement, et TOTOBESOLA JEAN PIERRE, vice-président du Sénat pour la province de Diégo. Pour ce dernier, le président du RPSD VAOVAO VONINAHITSY a réagi "au nom de l'éthique politique et de l'honnêteté intellectuelle". En acceptant ce poste, il trahirait PIERROT RAJAONARIVELO qui se déclare jusqu'à présent opposant au régime en place". Il n'a pas été élu sénateur, et par la suite vice-président du Sénat sans l'AREMA, dont PIERROT RAJAONARIVELO est actuellement le chef. Le général RABOTOARISON, en revanche, peut cohabiter avec Marc RAVALOMANANA vu qu'il n'est affilié à aucun parti politique, en dépit d'avoir été à l'époque parmi les proches de l'amiral DIDIER RATSIRAKA

Midi du 14/01/05 rapporte que si ***d'anciens membres de l'AREMA font un retour en force***, cela ne pourrait que renforcer l'image d'un Président objectif. Mais certains hommes politiques de la mouvance présidentielle ne partagent pas ce point de vue : pour eux, un Premier Ministre AREMA ou un Premier Ministre qui n'a pas participé aux événements de 2002, c'est impensable : le Président doit suivre la logique républicaine, c'est-à-dire choisir un PM dans les rangs de la majorité. Pour d'autres, responsabiliser quelqu'un de l'ancien régime, c'est mener le pays vers un piège malsain. (D'après *Tribune du 14/01/05*)

Pour *l'Express*, face aux rumeurs persistantes de remaniement gouvernemental, tout porte à croire qu'une ***entrée en force des militaires*** n'est pas à exclure. Depuis quelques mois, le pouvoir n'a pas tari d'éloges envers l'armée.

Primature : vers une nouvelle équipe en février. Le SG et deux membres de cabinet sont démissionnaires, ils étaient tous les trois des hommes de confiance de SYLLA. Si le chef de

gouvernement reste à sa place, malgré les rumeurs sur son éventuel départ, il devrait ainsi recomposer son cabinet. On ignore jusqu'ici les raisons véritables de ces départs. ALICE RAJAONAH, ancien ministre de la Justice, est pressentie au poste de SG. Depuis la cérémonie de présentation de vœux au Chef de l'Etat, les déboires de JACQUES SYLLA vont en empirant. Et son gouvernement subit des attaques de toutes parts. (D'après Midi du 31/01/05)

Les hommes politiques exilés ou expatriés

L'ancien vice-Premier ministre et secrétaire national de l'AREMA, PIERROT

RAJAONARIVELO, condamné par la Justice, s'est réfugié à Paris. Il a déclaré avoir un *visa de courtoisie renouvelable*. Il ne compte pas parmi les « fuyards » qui ont quitté le pays en juillet 2002, quand le triomphe du camp RAVALOMANANA fut évident. Il a résidé en effet dans la capitale pendant toute la durée de la crise, n'a pas pris part aux actes répréhensibles de certains ratsirakistes et a même prôné le rapprochement et l'apaisement. Il n'a pris le large qu'en novembre 2002, quand malgré sa main tendue, il vit s'ébranler la machine de la Justice destinée à le broyer... Les réfugiés, ou ceux qui demandent le statut de réfugié, n'ont pas la même latitude. Ils sont soumis à un devoir de réserve. On se souvient qu'après sa condamnation à 10 ans de travaux forcés en 2003, l'amiral DIDIER RATSIRAKA put s'exprimer librement sur les médias français et vitupérer contre les dirigeants malgaches. On suppose qu'après un verdict qui l'a rendu amer, l'ancien chef d'Etat reçut des autorités françaises l'autorisation de riposter brièvement sur les médias. Selon CATHERINE BOIVINEAU, ambassadeur de France, DIDIER RATSIRAKA n'a pas demandé le statut de réfugié, alors que 300 de ses compagnons l'ont fait. Les mieux lotis d'entre les exilés, sont ceux qui ont aussi la nationalité française. Ils n'ont aucun souci à se faire quant à leur séjour en France, et il leur est même permis de critiquer les dirigeants de l'île... (D'après La Gazette)

PIERROT RAJAONARIVELO a déclaré *qu'il sera candidat à l'élection présidentielle de 2007*. Il a fait remarquer toutefois que malgré son visa de courtoisie, il lui est interdit pour l'instant de revenir à Madagascar. Une interdiction qui semble relever d'une clause entre les deux gouvernements français et malgache. S'agissant de la politique de la main tendue du régime en place, PIERROT RAJAONARIVELO souligne qu'à un certain moment il y a encore cru, mais que devant les pratiques du nouveau pouvoir, entre autre, sa politique d'exclusion, il n'est plus question d'y songer. Il indique qu'il se fera le devoir de consulter toutes les forces vives avant de décider de sa candidature. (D'après La Gazette)

www.pierrot-rajaonarivelo.org : «*Détermination - Engagement - Unité nationale*». Tel est le slogan d' "un homme au service de son pays", que l'on peut lire à la page d'introduction du site officiel de l'ancien Vice-Premier ministre, ancien Ambassadeur à Washington sous le régime Ratsiraka, élu Secrétaire national de l'AREMA, en 1997 et actuellement "contraint à l'exil en France. (D'après Tribune du 31/01/05)

Il y a un an, l'ancien Premier ministre TANTELY ANDRIANARIVO était évacué vers la France et quittait le pays. Le malade s'est envolé le 3 janvier. L'autorisation de quitter le territoire lui a été accordée par MARC RAVALOMANANA lors de son discours à la Nation du 31 décembre. TANTELY ANDRIANARIVO était le dernier gros bonnet du précédent régime encore retenu sur le territoire, et certains irréductibles voulaient qu'il payât pour les autres. L'évacué a fait le voyage en compagnie de son épouse et d'un médecin, par ailleurs sénateur AREMA et du vice-président du Sénat, le DR RAPHAËL RAKOTOZANDRINDRAINY. TANTELY ANDRIANARIVO jouit de la nationalité française depuis qu'il était étudiant à l'Ecole Centrale en 1974. Pour cette raison, on suppose que sa sortie de prison et son évacuation ont été réalisées à la requête de la France. Actuellement sur le territoire français, l'homme ne peut plus être extradé vers Madagascar car la France n'expulse pas ses ressortissants. Récemment, TANTELY ANDRIANARIVO a été impliqué dans l'affaire d'une agence de voyages lui appartenant et accusée d'avoir commis un abus de biens sociaux. Pour cette raison, les comptes en banque

de l'ancien Premier ministre ont été gelés suite à une décision de Justice. (D'après *La Gazette du 05/01/05*)

La diaspora malgache en France s'inquiète et se mobilise mais reste divisée

Des membres de la diaspora viennent de mettre en place à Paris un comité préparatoire de la *Plateforme de Concentration pour Madagascar (PCM)*. Sur l'initiative des responsables des associations « Enina » et « Hetsika Diaspora - France », la plateforme est ouverte à tous citoyens sans distinction de partis, ayant en commun la conscience des difficultés cruciales qui guettent la Nation malgache et qui sont disposés à organiser une concertation nationale. Cette concertation a comme objectif de « débattre, en tant que société civile indépendante, des solutions pour sortir Madagascar de la crise qu'elle traverse depuis plusieurs années ». Il s'agit-là d'une autre contribution à la réduction de la pauvreté, au développement de la croissance économique et à la garantie d'une stabilité politique. Le comité préparatoire du PCM programme des rencontres dans différentes villes. (D'après *La Gazette du 15/01/05*)

Le Rassemblement des Malgaches en France (RMF) appuie le RFN. Le 15 janvier s'est tenue à Paris la Conférence de la Diaspora organisée par le RMF en écho à l'appel lancé par le "Rassemblement des Forces Nationales" (RFN) à l'issue de ses assises tenues à Antananarivo. Pour ROBERT JEAN RAZAFY, président du RMF « Nous ressentons avec effroi l'atmosphère confuse que révèlent les informations qui nous parviennent. L'économie nationale s'étiole, la société se défait, la misère frappe nos proches, la famine menace. Nous avons conscience de nos possibilités mais aussi de notre champ d'action limité par l'éloignement. Le RMF nous offre l'opportunité de nous unir, d'agir ensemble et de contribuer au redressement du pays". Il invite la diaspora à formuler des suggestions communes que le bureau du RMF transmettra aux instances appropriées du RFN. (D'après *Tribune du 19/01/05*)

Visiblement, les opposants au régime Ravalomanana ont gagné du terrain dans l'Hexagone alors qu'à l'intérieur du pays, la situation ne cesse de se dégrader. D'autant plus, la crise ouverte au sein des grands ténors du régime ne fait que dramatiser les choses. Le pays risque de verser de nouveau dans une crise politique dont ses conséquences sont inimaginables. (D'après *Tribune du 20/01/05*)

Des membres de Hetsika Diaspora contestent la décision du comité directeur de participer au RMF : ils s'insurgent contre la personnalité des initiateurs de la plateforme qui seraient pour la plupart des acteurs politiques de l'ancien régime ou ont été partie prenante dans l'affrontement politique de la crise 2002. Ils ne se font aucun doute des arrières pensées de ces personnalités, dont le souci premier serait d'instrumentaliser les débats. Les membres du TIM France sont parmi les signataires du communiqué. (D'après *Les Nouvelles du 24/01/05*)

Convocation par le Président des 1557 maires du pays

Ils ont été réunis pour une *présentation de la vision du président de la République pour le pays* et un partage et échange d'expériences. C'est la seconde fois qu'un tel rassemblement est organisé, le premier s'étant déroulé le 5 mars 2004. Le Président a fait part de son insatisfaction quant aux réalisations effectuées au niveau des communes. Axée sur le développement rural, la réunion a été essentiellement consacrée à la filière riz. L'association vulgarisatrice du système de riziculture intensive (SRI), a procédé d'ailleurs à une démonstration. Ce fut l'occasion pour les maires de demander l'appui des partenaires financiers et techniques. Les représentants des principales organisations internationales étaient présents. (D'après *Les Nouvelles du 20/01/05*)

"Nous allons tripler le fonds destiné aux communes s'il le faut". Le Président et le gouvernement ont dévoilé une panoplie de mesures destinées à mettre sur les rails le développement rural et accompagner le changement. Des moyens techniques, financiers et humains sont prévus pour lancer la machine. Des mesures fiscales ont été promises. Le chef de l'Etat compte provoquer la rencontre des bailleurs de fonds, des maires et des chefs de

région. Pour appuyer les paysans, MARC RAVALOMANANA a également réinstauré le service civique, assuré par les forces armées, et le service national. Placé sous la direction du général BRUNO RAJAONSON, les "forces de développement" épauleront les paysans dans les domaines économique, social et culturel. (D'après L'Express du 21/01/05)

Les bailleurs de fonds vont soutenir les maires dans leurs actions de développement : la réunion des maires s'est terminée sur un ton d'optimisme. Les 1550 maires ont pu rencontrer les bailleurs de fonds de plusieurs programmes et projets de développement socio-économique. Avec l'appui du gouvernement, les communes pourront bien entamer la lutte contre la pauvreté. La présence des bailleurs de fonds a éclairé les esprits. C'est la première fois qu'ils ont pu rencontrer de hauts responsables de la Banque mondiale ou de l'Union européenne, ou d'autres institutions financières. Les divers départements ministériels étaient présents pour offrir des renseignements pratiques dans l'objectif de faciliter le montage des dossiers pour obtenir un budget de financement. (Les Nouvelles du 22/01/05)

MARC RAVALOMANANA avait invité les membres de ces institutions à participer à ce rassemblement pour que les maires soient associés à la décentralisation et retrouvent la confiance. Selon la déclaration d'un bailleur de fonds, « Madagascar est en phase d'aboutir à ses efforts, chose que l'on rencontre rarement en Afrique ».

En fait, la situation de la majorité des communes n'échappe à personne : elles sont endettées et sont incapables de faire face aux besoins les plus élémentaires. Lors de cette réunion, les maires auraient souhaité l'annonce de mesures détaillées pour pourvoir les caisses des communes, mais ils sont repartis insatisfaits. Selon le chef de l'Etat, le développement se fera par la base et les communes en seront le levier mais cela reste un vœu pieux. Grosse satisfaction personnelle, par contre, pour MARC RAVALOMANANA qui a vu tous les maires de l'île venir à lui dans un voyage collectif d'allégeance. (D'après La Gazette du 22/01/05)

« **Priorité au développement rural** » : le maire de Fianarantsoa estime que l'Etat devrait donner un contenu concret au nouveau slogan. Il déplore que le gouvernement n'ait pas pris les mesures nécessaires pour traduire en actions les résolutions prises lors de la réunion des Maires en mars 2004 et se déclare très sceptique concernant un réel développement des communes sans des mesures préalables qui constitueraient les bases d'un tel développement. Parmi ces mesures, le maire cite la construction de barrages, le règlement des problèmes fonciers, l'élaboration d'une réglementation visant à accorder de nouveau aux communes les produits des impôts et taxes qui leur revenaient auparavant mais qui ont été "accaparés" par l'Etat ou attribués aux provinces autonomes. Les communes doivent bénéficier de recettes propres suffisantes et ne pas se contenter des subventions de l'Etat. (D'après Tribune du 26/01/05)

Que peuvent-ils faire sans les moyens adéquats ? Les centres de santé et les établissements scolaires laissent à désirer, l'électrification est à l'état embryonnaire, les barrages hydrauliques ainsi que les routes sont dans un état de délabrement. On leur a recommandé plusieurs projets qu'ils ne pourront jamais réaliser. Les bailleurs de fonds ont participé à cette rencontre, mais la démarche pour avoir des financements est laborieuse. (D'après La Gazette du 25/01/05)

Le maire de Toamasina ROLAND RATSIRAKA a brillé par son absence lors de cette réunion. On n'en connaît pas les raisons, sachant que l'année dernière, ROLAND RATSIRAKA avait annoncé sa volonté d'œuvrer avec le régime RAVALOMANANA pour le développement du pays. Certains pensent que la fermeture de « sa » radio « Sky FM » par le pouvoir y est pour quelque chose. (D'après la Gazette du 21/01/05)

Investiture du maire de Tana PATRICK RAMIARAMANANA : La réunion des maires a pris fin dans une ambiance morose. Beaucoup se sont sentis "manipulés" par les organisateurs. Parmi les causes du malaise, l'annonce de PATRICK RAMIARAMANANA, maire de la capitale

comme étant le “président de l’Association des Maires de Madagascar”. Alors qu’il n’y a eu, ni élection, ni désignation consensuelle. Il a été “désigné”, ce qui est contraire aux principes de la bonne gouvernance et de l’Etat de droit. (D’après *La Gazette du 22/01/05*)

Les Nouvelles du 22/01/05 ne partagent pas cette analyse et font *l’éloge du maire de Tana* : la capitale est le phare de toutes les villes de Madagascar, il est important que PATRICK RAMIARAMANANA, un proche du Président, soit l’exemple d’une réussite à suivre. Il ne se préoccupe pas seulement du développement de la capitale mais à une vision élargie à tout le pays. C’est pourquoi des appuis lui ont été accordés par nombre de bailleurs de fonds. PATRICK RAMIARAMANANA est également notre représentant au sein de l’Association internationale des maires francophones (AIMF). Il est jovial, communicateur, serviable et sérieux. Antananarivo attend beaucoup de lui.

Décentralisation, provinces autonomes, régions, communes

Décentralisation ou déconcentration ? Provinces autonomes, régions, communes :

On s’interroge sur le devenir des « provinces autonomes » : les six PDS paraissent avoir été délaissés et ont placés derrière les 22 nouveaux chefs de région lors de la cérémonie des vœux présidentiels. (D’après *La Gazette du 08/01/05*)

Leitmotiv du secrétaire d’Etat chargé de la Décentralisation et du développement des communes et des régions JEAN ANGELIN ANDRIANARISON : “**Le développement doit se faire par les communes et pour les communes**” ; elles sont devenues les points d’ancrage du développement, objet de toutes les attentions, notamment en matière de formation. (D’après *l’Express du 03/01/05*)

Les chefs de région disposent désormais des pleins pouvoirs dans une structure plus déconcentrée ; les derniers textes relatifs à la mise en place des 22 régions mettent l’accent sur la déconcentration au détriment de la décentralisation. (D’après *La Tribune du 04/01/05*)

Des formations sont organisées à l’intention des chefs de régions et des chefs de districts

(ex sous-préfets) dans le cadre du projet d’appui au contrôle de légalité et au contrôle budgétaire et financier des collectivités territoriales décentralisées ; ces formations sont financées par la Coopération française. (D’après *La Tribune du 14/01/05*)

« **Et si on changeait de Constitution ?** » Les juristes s’attendent à une retouche de la Constitution pour que les nouveaux découpages correspondent à l’esprit de la Loi Fondamentale qui accorde le primat au principe de l’autonomie. La question se pose : où sont les gouverneurs ? Où sont les provinces autonomes ? L’indépendance de la Justice est également soulignée, d’où la question suivante : où est la Haute Cour de Justice ? (D’après *Matvonline du 14/01/05*)

Rumeurs sur la suspension de ROLAND RATSIRAKA, maire de Toamasina : il lui serait reproché la mauvaise gestion de crédits débloqués par l’Etat, l’absence d’efforts en faveur du développement de sa cité et son manque de concertation avec l’autorité centrale. (D’après *Midi du 29/01/05*)

Religions, « partenariat » Etat / Eglises, sectes, laïcité

Il est toujours bon qu'un "saint" serve de caution : JACQUES SYLLA a été reconduit dans ses fonctions en fin d'année mais invité à remanier son équipe, sans que le Président de la République ne le remette lui-même, personnellement, en cause. Alors, les raisons de cette longévité ? On pense spontanément aux églises puisque c'est le FFKM, et tout particulièrement son *obédience catholique*, qui est aujourd'hui considéré comme ayant appuyé le choix de JACQUES SYLLA en février 2002, comme Premier ministre de M. RAVALOMANANA, alors Président de la République encore incertain. On peut également évoquer la communauté internationale impliquée à Madagascar, tout particulièrement la France, souvent citée, pour avoir fortement suggéré au président MARC RAVALOMANANA de conserver l'homme de Sainte-Marie, considéré comme intègre, à la Primature. Et puis, dans un environnement qui n'est pas toujours un modèle de vertus démocratiques et républicaines, il est toujours bon qu'un "saint" serve de caution. (D'après l'Express)

Les 25 ans du Mouvement du Réveil (Fifohazana) : 20.447 Mpiandry (exorcistes) en fonction. Ils sont répartis dans les 36 synodes régionaux de l'église FJKM à travers le pays ; la branche Fifohazana constitue un des maillons forts de la FJKM. Le jubilé du 25^{ème} anniversaire sera marqué notamment par un culte incluant une séance d'apposition de mains *pour reconforter les dirigeants du pays et la population*. Ce n'est pas la première fois que la branche Fifohazana dédie une séance de prière pour la nation. On se souvient, en effet, que les Mpiandry se sont vraiment impliqués lors des événements de 2002. Ils ont notamment entrepris des séances d'exorcisme dans différents bureaux administratifs, lors de la prise de fonction des nouveaux dirigeants. (D'après Midi du 12/01/05)

Le RP REMY RALIBERA est très sollicité : ce jésuite joue un grand rôle dans la vie politique. Sa présence à la cérémonie des vœux présidentiels n'est pas passée inaperçue, alors que le président MARC RAVALOMANANA par une tierce personne interposée, l'avait invité à sortir de la salle, lors de l'élection du comité central du FFKM. En fondant la RFN avec entre autre le pasteur EDMOND RAZAFIMAHEFA, le père fut de plus en plus détesté par des proches du président. Ancien « patron » de l'hebdomadaire catholique « Lakroan'i Madagasikara », REMY RALIBERA est de plus en plus sollicité. A part les journalistes et des religieux, des hommes politiques et bailleurs de fonds s'intéressent à ses analyses. Des membres de la presse internationale lui ont demandé ces derniers temps une interview. A 78 ans, REMY RALIBERA mène sa vie en accord avec ses convictions. Témoin oculaire des grands événements qui ont marqué l'histoire du pays (avril 1971, mai 1972, 1991 et 2002), il demeure une référence de la vie de la Nation. Il s'est toujours *opposé à l'immixtion des églises dans les affaires politiques*. (D'après La Gazette du 14/01/05)

Le ministère de l'Intérieur décide la fermeture de l'EURD, Eglise Universelle du Royaume de Dieu 4 mois après l'affaire d'une Bible brûlée en public. Cela constitue "non seulement un acte d'intolérance vis-à-vis des autres confessions chrétiennes de Madagascar, mais également un acte provocateur ayant troublé l'ordre et la sécurité publics", explique l'arrêté. L'autodafé s'est en effet produit dans une capitale provinciale dont la population est chrétienne à plus de 80 %. Cette affaire touche à la plus "activiste" et la plus riche des organisations religieuses à Madagascar. Elle dispose d'une radio et d'une télévision, et les maisons culturelles de l'EURD poussent comme champignons à Tana. L'EURD investit aussi dans des immeubles locatifs. La gravité de la mesure interpelle sur la question de la liberté de religion. "Je ne suis pas d'accord avec l'EURD, mais je suis intransigeant sur la liberté de conscience et de religion", déclare P. REMI RALIBERA, secrétaire général du FFKM, s'exprimant à titre personnel. "S'il est prouvé que cette église est cause de troubles, il faut enrayer cela". Mais, il fait part de ses appréhensions : "Il est gênant de penser qu'il soit possible de fermer une église quand elle ne plaît pas". Les membres de l'association ont

demandé au président de la République d'ordonner la levée de la mesure de fermeture d'une église qui selon eux "a sauvé spirituellement et matériellement" de milliers de gens sans compter les "guérisons miraculeuses de nombreux malades". Ces propos ont provoqué des vives réactions de la part des adversaires de l'association qui condamnent la pratique de "chasse aux adeptes dans la rue à laquelle se livre cette église, au détriment de la liberté religieuse". (D'après L'Express et Tribune du 17/01/05)

De jeunes missionnaires étrangers répandent leur dogme en promettant monts et merveilles et en basant leur mission sur la lutte contre la pauvreté. Beaucoup sont passionnés par cette doctrine étrangère à la culture malgache. Cette première décision du gouvernement est un avertissement pour toutes les sectes qui s'évertuent à semer le trouble au sein de la société et profitent de la situation politique, à l'image de ce pasteur de l'Apocalypse qui ose même annoncer sa candidature à la Présidence (D'après Les Nouvelles du 17/01/05)

D'après La Gazette l'EURD est une puissante secte, née au Brésil en 1977. Elle compterait 6 à 8 millions de fidèles dans le monde dont 5 millions au Brésil.

Après l'abrogation de l'arrêté ayant autorisé la création de cette association cultuelle et la fermeture de ses églises à Madagascar, **34 responsables et de pasteurs** de l'EURD d'origine étrangère (d'origine ivoirienne, brésilienne, angolaise, mozambicaine, sud-africaine et kenyane) **sont aussi frappés d'expulsion...** En se montrant particulièrement sévère, les autorités ont voulu adresser un message clair à l'endroit des sectaires qui recrutent avec un certain succès leurs partisans chez les classes modestes de la société et parmi les déçus des errements politiques des grandes églises. (D'après Tribune du 22/01/05)

L'EURD sauvée - coup de pouce brésilien : une délégation brésilienne, qui comprend l'ambassadeur du Brésil au Mozambique et le vice-président du Sénat brésilien, a été reçue par le président RAVALOMANANA, et selon leurs dires, la décision de réouverture de l'Eglise a été prise suite de cette rencontre. Il reste à savoir si le président de la République va contredire les décisions du ministère de l'Intérieur. Étant vice-président de la FJKM, il est intéressant qu'il donne sa « vision » à propos des sectes de ce genre qui nuisent au développement de la religion. Cette affaire tutoie la diplomatie internationale. En 2004, le "Nouvel Observateur" note qu'« Au Brésil, l'EURD est à la fois une puissance économique et une force politique. Elle compte 23 députés fédéraux au Parlement, plus un sénateur. Le président du Brésil, avait, pour son élection, fait alliance avec le Parti d'appartenance de ces députés ». (D'après L'Express du 22/01/05 et Les Nouvelles du 25/01/05)

Profanation de la chapelle d'Ivato : l'EURD parmi les suspects... Après l'entrée par effraction et les actes de profanation commis à la chapelle militaire de la Base Aérienne d'Ivato, les soupçons sont orientés vers l'EURD. (D'après La Gazette du 29/01/05)

Pour l'archevêque de la province anglicane de l'océan Indien, "l'Eglise anglicane à la culture du partenariat Eglises-Etat (...) Il s'agit d'un partenariat pour faire le bien, distribuer un peu de bonheur à des hommes, leur apporter un peu de bien-être ou leur permettre de s'ouvrir au monde. Les écoles, les routes, les centres de santé, etc. Tout cela s'inscrit dans le nouveau concept de l'évangélisme qui veut développer l'Homme et tout l'Homme et non seulement s'occuper de son âme. Travailler avec l'Etat n'est pas chose nouvelle pour nous. En Angleterre, l'Eglise est une Eglise d'Etat. Depuis des siècles, les deux institutions travaillent ensemble. C'est cette culture-là que les missionnaires anglicans ont apportée avec eux. Les débats théoriques sur la laïcité ne mobilisent pas les anglicans, mais le développement, si. Une conférence des évêques anglicans d'Afrique et de la Banque mondiale va d'ailleurs se tenir. Prochainement. JOHN WOLFENSOHN, président de la Banque mondiale, n'est pas un étranger pour l'Eglise anglicane. Il a expliqué que la Banque mondiale sert à lutter contre la pauvreté. C'est une banque, mais une banque pour faire le bien et il n'y a absolument pas lieu de choisir le parti pris de la méfiance » (D'après L'Express du 27/01/05)

Implication des ONG issues de l'Eglise FJKM : le président RAVALOMANANA a participé à une cérémonie religieuse organisée par l'Eglise FJKM dont il est le vice-président. Dans son allocution, il a réaffirmé son attachement au partenariat Etat - Eglise. Depuis l'avènement du régime, nombre de marchés légaux ont été décrochés par des ONG à statut confessionnel ou proche des églises et ce, outre les enveloppes financières accordées directement par le chef de l'Etat à titre personnel. Ce sont des ONG issues de la FFKM qui se montrent les plus dynamiques et sont privilégiées, notamment la SAF FJKM. Présente dans divers chantiers, elle évoluait au milieu des organes d'exécution du programme "Filet de sécurité" auquel la Banque Mondiale a accordé un crédit de 100 milliards Fmg pour l'acquisition de vivres en faveur des petits salariés. Dans un passé récent, l'on a appris qu'une sollicitation venant d'une haute sphère souhaite la participation active de "SLK" (département laïc) de l'Eglise FJKM pour la mise en oeuvre d'un projet inscrit dans le programme du P.S.R.D sous financement de la Banque Mondiale. Dans le cadre du "Fonds d'Appui à la Réinsertion" destiné aux agents déflatés des entreprises sous privatisation, on note l'appel à la compétence de SAF FJKM pour l'encadrement des personnes concernées. (D'après Tribune du 20/01/05)

Le pasteur RABENOROLAHY BENJAMIN : Conseiller du Président. La nouvelle a été tenue dans une discrétion totale, contrairement à la coutume. Ancien président du FFKM, il aurait été proposé pour devenir Ambassadeur auprès de la Norvège, mais sans suite à ce jour. Est-ce donc pour « récupérer » le pasteur RABENOROLAHY que le président RAVALOMANANA l'a nommé Conseiller ? Quoi qu'il en soit, avec BENJAMIN RABENOROLAHY, RAVALOMANANA dispose désormais un Conseiller spécialiste en Théologie ! (D'après La Gazette du 21/01/05)

Lutte contre la corruption, bonne gouvernance

Propos du chef de l'Etat concernant la bonne gouvernance lors de la cérémonie des vœux de la Police : « *Personne n'est intouchable !* Que ce soit quelqu'un de la Présidence, un ministre ou une autre personnalité de l'Etat, n'hésitez pas à faire appliquer la loi à leur endroit ». Une manière d'indiquer qu'aucun abus de pouvoir et d'autorité ne doit être toléré. Le Président a loué « les efforts entrepris par la Police nationale en 2004 ». Le peuple le sait et le reconnaît, des changements ont été constatés. Il y a moins de policiers qui s'adonnent au grand jour à la corruption. Mais beaucoup reste à faire ». La Police de New York et la Police française sont prêtes à collaborer avec Madagascar dans l'objectif d'améliorer nos performances. Le Président a reçu également le staff du ministère de la Justice, y compris les représentants du Syndicat. Même message : « la Justice est le fondement de la Bonne gouvernance, sa mission doit être infaillible ». Même état d'esprit en recevant les membres du BIANCO et du Cslcc. Leur mission est d'une importance particulière et leur travail demande volonté et audace. (D'après Midi)

Des experts étrangers seront bientôt dans nos murs. Dans le cadre de l'application de la *bonne gouvernance*, le chef de l'Etat aurait fait appel à d'éminents experts pour former les cadres institutionnels malgaches. EVA JOLY et l'ancien premier ministre canadien JEAN CHRETIEN ont été choisis à cet effet. Tous les deux vont donc rester en résidence au pays jusqu'à la fin de leurs missions. (D'après La Gazette)

Exit les compétences nationales : un expert suisse en permanence auprès du Conseil Supérieur de Lutte Contre la Corruption (CSLC), un conseiller français dans l'entourage du président de l'Assemblée nationale, une anglaise conseillère officieuse du président de la République, un grec responsable des médias auprès de la Présidence, sans parler des étrangers dans les services chargés de la Sécurité... La liste est longue des gens de l'extérieur qui conseillent nos dirigeants. En commençant par le président de la République. Et notre "

patron " des Finances qui ne peut faire autrement que de composer avec les experts du FMI et des bailleurs de fonds pour le cadrage macro-économique. On se demande pourquoi les dirigeants actuels doutent des capacités de nos intellectuels. Il est temps de réveiller la conscience nationale. Pourquoi dépenser beaucoup d'argent pour l'éducation, notamment pour l'enseignement supérieur, pour ensuite minimiser les compétences nationales et favoriser la fuite des cerveaux ? (D'après La Gazette du 17/01/05)

Le ministère de la Fonction publique va engager en 2005 la lutte contre l'absentéisme et pour l'amélioration de la qualité du service. Ses objectifs : la réduction de 10% de l'effectif des fonctionnaires et la réduction de l'absentéisme de 50%. *L'absentéisme* a, en effet, longtemps fait l'objet de plaintes émanant du public, avec, toutefois, un début d'amélioration. Des réclamations sur des cas de *corruption* ou autres indécrottes sont toujours d'actualité, mais la plupart du temps elles restent au stade de plaintes verbales. Autre objectif : l'évaluation sur le terrain de la discipline et de la motivation des fonctionnaires. (D'après Midi)

« **La lutte contre la corruption ne sera efficace que si les gens changent de mentalité** », déclare le DG du BIANCO. « La population doit changer de mentalité et prendre conscience des méfaits de cette pratique dans leur vie personnelle et dans la société », selon RENE RAMARAZATOVO. Les jeunes, formant l'avenir du pays et la majorité de la population, constituent une cible privilégiée et un excellent vecteur de ce changement. La Présidence de la République, le Conseil Supérieur de Lutte contre la Corruption, le Bureau Indépendant anti-corruption, et le ministère de l'Education nationale organisent un *concours national d'essai ayant pour thème « La responsabilité des jeunes dans la lutte contre la corruption »*. Les meilleurs textes serviront à éditer en 2006 une « Charte de la jeunesse » impliquant les jeunes dans cette lutte. D'autre part, un bureau de réception de doléances pour le BIANCO a été mis en place. 95% des doléances viennent des particuliers. Le BIANCO a reçu près de 850 doléances depuis sa création en septembre 2004. 630 d'entre elles ont déjà pu être délibérées. Si les institutions étatiques n'engendrent pas beaucoup de plaintes au niveau de la population (moins de 2%), 59% des doléances recueillies concernent les services déconcentrés. Les affaires liées à des litiges fonciers sont les plus courantes, avec 32% des cas. Viennent ensuite les procédures judiciaires (28%), les abus de pouvoirs (18%), puis les détournements des fonds (9%). Les agents de la sécurité publique sont concernés par 8% des doléances. (D'après la presse du 15/01/05)

Selon Transparency International, Madagascar était en 2004 au *82ème sur 146 pays*, avec un indice de perception de la corruption de 3,1. Ce qui est un grand progrès puisqu'en 2002 Madagascar était encore 96ème sur 120 pays, avec un IPC de 1,7, et en 2003 au 88ème sur 133 pays, avec un indice de 2,6. Dans 10 ans, l'objectif est d'atteindre un indice de 7, 0 au minimum, soit une réduction de la corruption à 50%. C'était le taux atteint par le Japon en 2003 après 30 ans de lutte contre la corruption. (D'après L'Express du 24/01/05)

Faux diplômes : de plus en plus de faux diplômes sont mis à jour et gangrènent le monde du travail. Plusieurs cas de falsification viennent d'être découverts par la faculté de droit, d'économie, de gestion et de sociologie (Degs) de l'Université d'Antananarivo. Le contrôle a été fait à la demande d'institutions et d'entreprises. Certains de ces faux diplômes datent d'il y a plus de 10 ans. Selon les responsables du service de la scolarité de la faculté, les imprimés de ces diplômes, à cette période, étaient fournis par l'Imprimerie nationale. Depuis 2003, les facultés ont pris en main la confection de leurs diplômes. Elles ont reçu pour cela l'appui de la Coopération française pour la mise en place des diplômes infalsifiables. (D'après L'Express du 21/01/05)

Les abus et excès de pouvoir des autorités locales bloquent les investissements étrangers : l'année 2005 sera celle du "take off" a déclaré le Président. Mais développement et croissance riment avec investissements. Or, les investisseurs, en particulier étrangers se font désirer. La sécurisation de leurs investissements qui n'est pas encore totalement assurée est l'une des explications. Les abus et excès de pouvoir perpétrés par les autorités décentralisées et déconcentrées forment la pierre d'achoppement à la venue massive des investisseurs. Il importe que le pouvoir n'avalise pas les abus et excès des autorités passées, de manière à garantir la sécurité des biens et des personnes. Il est insensé de croire que les investisseurs étrangers potentiels sont dans l'ignorance de ce qui se passe à Madagascar. Les représentations consulaires sont là pour leur rapporter tous les faits et identifier toutes les opportunités ou obstacles. *(D'après les Nouvelles du 15/01/05)*

Conseil National Electoral (CNE) : pour l'instant sans budget. L'institution chargée de superviser la révision des listes électorales est dans l'impasse, le budget de l'Etat alloué au CNE reste introuvable. Depuis plus d'un mois, le CNE s'est contentée de la subvention de l'Union Européenne. Grâce à ce fonds, certains membres du CNE ont pu se rendre en province pour la mise en place des antennes régionales (Bureaux Locaux Electoraux - BLE). Mais ces émissaires se sont contentés d'aller au niveau des chefs-lieux de régions, faute de moyens. La plupart des bureaux de vote installés dans les zones rurales sont laissés à l'abandon. Or les fraudes massives se sont déroulées essentiellement dans les campagnes. La tâche du CNE est pourtant vitale pour que la consultation populaire soit vraiment transparente. Pour l'instant, le CNE n'a pas donc pas pu véritablement accomplir sa mission. Toutefois, il a lancé un appel d'offres pour le recrutement d'un consultant chargé de la formation des membres des bureaux locaux électoraux. La contestation des résultats électoraux était à l'origine de la crise politique de 2002. Pire encore, le code électoral, jugé comme favorable aux fraudes électorales, reste inchangé. *(D'après Tribune du 21/01/05)*

Instituteurs publics convoqués chez Magro pour les vœux : la journée sera chômée mais payée. La cérémonie se tiendra au siège du parti TIM ; la convocation met en évidence que « la présence de chacun est obligatoire » et que cette cérémonie est initiée par les « instituteurs et institutrices TIM de la capitale ». Chacun devra payer 7 500 Fmg à titre de contribution aux dépenses. *(D'après La Gazette du 25/01/05)*

Fianarantsoa : sus aux mauvais contribuables ! Depuis un an, le maire, PETY RAKOTONIAINA, a lancé un appel aux contribuables pour qu'ils remplissent leur devoir. Fin 2004, les "petits" ont fait la queue, conscients que leur participation contribuerait au programme de développement de la cité. Aujourd'hui, la liste des gros contribuables, apparemment difficiles à convaincre, est publiée. L'impôt concerné touche le foncier et l'immobilier. Le non paiement compte à peu près dix ans de retard pour les uns, deux à trois ans pour les autres. Ils sont au nombre de 108 et le total des arriérés et impayés s'élèvent à Ar. 65 millions. Parmi les entreprises épinglées, *Magro et Tiko arrivent en 3^{ème} position*. La ville de Fianarantsoa figure en tête de liste de celles qui prennent en main leurs responsabilités de moteur du développement, sans attendre l'aide de quiconque. De toutes façons, le modèle devrait venir d'en haut. Si le fait de ne pas payer ses impôts est considéré comme un acte condamnable, l'on attend la sentence. *(D'après Tribune du 27/01/05)*

80 containers de grumes de bois de rose prêts à être exportés illégalement : les clients d'outre-mer préfèrent les grumes bien que cela s'avère interdit par les dispositions nationales, qui limitent l'exportation aux produits semi-finis ou travaillés. Voilà pourquoi, les opérateurs réclament justice pour qu'ils ne soient pas lésés par certains individus ayant le "bras longs" et qui ne respectent pas l'état de droit. *(D'après Tribune du 31/01/05)*

Forces armées, sécurité publique, police, immigration

Forces armées : avertissement de RAVALOMANANA à l'endroit des « déserteurs »

A l'occasion des vœux, le Chef d'Etat a mis en exergue le rôle que jouent les forces armées dans le développement et la sauvegarde de la patrie. Il a fait allusion aux officiers généraux qui sont en exil à l'étranger et s'est montré très strict en donnant l'ordre aux militaires ou gendarmes déserteurs de rentrer au pays et de rejoindre leur corps. Parmi les déserteurs, le Général RASOLONDRALIBE JEAN-JACQUES (ancien ministre de l'Intérieur), le Colonel TSARANAZY JEAN EMILE (ancien ministre des Travaux publics). Pour 2005, le Général a affirmé que les Forces armées sont prêtes à déployer des efforts pour *l'éradication du banditisme* sous ses différentes formes, mais il a fait appel au Chef de l'Etat pour qu'il étoffe les matériels dont ses hommes ont besoin pour bien accomplir leurs missions. (D'après *L'Express et Tribune*)

Des éléments du corps des « réservistes » sont de retour dans la région de la SAVA. Ces "milices d'Etat" se sont installées dans cette partie Nord-Est de l'île durant la période de pacification en 2002, mais après la conquête du Nord, elles sont restées sur place. Ils avaient pour mission de prêter main forte aux forces de l'ordre face à la menace des partisans de l'ancien régime. Mais ces paramilitaires ont semé la pagaille. Les autorités ont reçu des doléances concernant des actes de violence et de barbarie. Le régime RAVALOMANANA a donc rappelé ses milices dans la capitale et les a limogé. Lors de leur séjour dans cette région productrice de vanille, ils se sont enrichis d'une manière spectaculaire. Ils ont notamment assuré la sécurité des collecteurs et des opérateurs moyennant le paiement d'indemnités. Ainsi, quelques mois après le démantèlement de leur corps, certains réservistes, sans leur uniforme, sont visibles dans la SAVA. La plupart d'entre eux se sont lancés dans le commerce ou exercent comme agents de sécurité. Mais, cette reconversion est compromise dans la mesure où l'environnement socio-économique a changé après la chute du prix de l'or vert. Leur présence suscite beaucoup de commentaires. On craint la recrudescence d'actes de banditisme. Certains d'entre eux sont encore recherchés suite à leur mouvement de contestation et de revendication, durement réprimé par les forces de l'ordre. Des armes à feu circulent toujours dans diverses régions après la crise politique de 2002. Outre les militaires déserteurs, les diverses milices des deux camps n'ont pas encore remis leurs armes aux autorités. (D'après *Tribune*)

833 expulsions d'étrangers en 2004. "Peut être refoulé l'étranger admis à séjourner temporairement lorsque sa présence sur le territoire constitue une menace pour le maintien de l'ordre public, la protection de la santé, la moralité ou la sécurité publique". Ces expulsions ont concerné plus des touristes que des investisseurs mais, en 2004, il y eut des cas qui ont quand même suscité des commentaires : la mesure conservatoire contre le Directeur Général de HOLCIM, l'interpellation du Directeur Général des Brasseries STAR. Il y eut également l'emprisonnement du Directeur de la Raffinerie de Toamasina qui appartient au groupe Galana. Tout cela ne donne pas une image sécurisante et attractive du pays qui, devrait multiplier les actions de promotion touristique en vue de séduire les touristes, surtout après le drame qu'ont connu les pays d'Asie. (D'après *Matvonline* du 04/01/05)

Immigration sauvage : des malgaches sont prêts à tout pour se faire naturaliser français. Ce que l'on sait moins, c'est que l'inverse est tout aussi vrai. Ainsi, bon nombre d'étrangers se fourvoient en pensant que le fait de se marier avec une Malgache leur donnera droit à un visa long séjour comme cela aurait été le cas dans leur pays, alors que nos textes n'en font aucune mention. " D'autres essaient de prolonger, sans autorisation, leur séjour. Il est en

autre très difficile de contrôler les entrées illégales par voie maritime. On dit que de nombreux clandestins entrent par la côte Ouest ou Sud, pour la majorité en provenance d'Afrique. (D'après *Les nouvelles* du 19/01/05)

Insécurité : les « dahalo » sont en ville. Les « dahalo » [voleurs de zébus] sont devenus de véritables bandits qui raflent tout ce qui a de la valeur dans les villages. Et ils « montent » en ville où ils font plus que jamais la loi avec des armes de guerre qui ne sont disponibles qu'au sein des forces armées. Est-ce à dire que les armes et munitions utilisées en ville échappent à tout contrôle ? Sinon, ces bandits sont-ils organisés et surtout protégés par des personnages haut placés ? Si la thèse d'une déstabilisation politique n'est pas à écarter sur cette insécurité grandissante, l'absence de réaction des pouvoirs publics fait peur. Au point que nombreux sont ceux qui souhaitent la libéralisation de la vente et du port d'armes. Comme en Amérique. L'arrogance de ces criminels qui agissent en toute impunité en ville risque de conduire à une haine puis une guerre ethnique car bien les bandits seraient issus des régions autres que celle où ils sévissent. Les victimes de braquages, de kidnapping ou de simples rackets ne sont plus uniquement les indo-pakistanaïens [« karana »] mais de plus en plus des européens, et tous ceux qui sont fortunés. (D'après *La Gazette* du 17/01/05)

Kidnapping des «Karana» : la série noire continue pour les membres de la communauté "karana". En quelques semaines seulement, cinq "Karana" fortunés de la capitale ont été victimes de kidnapping. Comme d'habitude, les ravisseurs ont demandé une importante rançon. Sans être inquiétés, les bandits, bien armés opèrent en plein jour et à visage découverts. (D'après *Tribune* du 18/01/05) ; mais un opérateur de la communauté confie que parmi ces kidnappings, certains sont organisés par des membres de la communauté elle-même pour se venger ou pour obtenir leur part dans une affaire pas toujours très claire. Ce qui veut dire que le recours à la justice est hors de question et qu'il reste des procédés pas très catholiques comme le kidnapping pour régler l'affaire. (D'après *Matera* du 18/01/05)

Crise économique, insécurité : des étrangers sur le départ ? Au Port de Toamasina des employés du Port et des fonctionnaires des Douanes observent qu'un nombre anormalement élevé de containers de mobiliers et d'effets appartenant à des opérateurs indo-pakistanaïens (et étrangers en général) sont déposés sur le quai en attendant leur embarquement . Cela veut-il dire que des familles d'Indo-Pakistanaïens et d'étrangers quittent l'île sans esprit de retour ? (D'après *La Gazette* du 27/01/05)

Les quartiers s'offrent le service de miliciens au nom de la proximité. Les responsables de quartiers veulent prendre en charge leur propre sécurité. Ils fondent l'existence de ces petits miliciens privés sur le flou juridique des "Dina", sorte de pacte communautaire qui attend encore les lumières d'un projet de loi, mais qui constitue un palliatif aux carences des services publics. Une présence dissuasive, qui rassure un commerçant ou qui assure l'assainissement, diffère d'une opération de police. Les limites des actions de ces miliciens avec celles de la police ne sont pas claires, alors que des responsables de quartiers réclament l'organisation de leur propre sécurité au nom d'une plus grande connaissance de leur milieu et de la proximité de l'action menée. (D'après *L'Express* du 18/01/05)

Le maire d'Antananarivo, P. RAMIARAMANANA, instaure une « carte de résidence » pour que tous les responsables de fokontany de la capitale (au nombre de 192) puissent connaître les personnes qui y habitent et repérer plus facilement les bandits se dissimulent dans les quartiers sans que personne n'ose les dénoncer. Cette carte servira de sauf-conduit dans les fokontany, à moins qu'elle ne soit fautive. Même les étrangers devraient avoir cette carte car en ce moment, on ne sait plus qui sont les clandestins et qui sont les vrais résidents. Une initiative qui fait grincer les dents des Tananariviens, qui redoutent d'être fichés. La carte

d'identité nationale ne suffira plus. Cette déclaration est-t-elle une relation avec la montée actuelle de l'insécurité à Antananarivo ? A travers une telle mesure, c'est la liberté de circuler, stipulée par la Constitution, qui est bafouée. Notons que, de nos jours, il n'y a qu'à Cuba et en Corée du Nord que ce genre de pratique est encore en vigueur. Dans la foulée, PATRICK RAMIARAMANANA (président de tous les maires de Madagascar) exige que les présidents des fokontany d'Antananarivo, la police et la gendarmerie travaillent de concert pour le maintien de l'ordre dans la capitale. "Les bandits sont indésirables dans cette commune, et nous ferons tout pour les déloger. (D'après La Gazette du 29/01/05 et Les Nouvelles du 31/01/05)

Les interrogations posées par la création de la carte de résident remettent d'actualité la question de l'unicité de la Nation. Cent ans de réunification forcée due au fait colonial n'auraient donc pas suffi pour construire une Nation, ni 40 ans d'indépendance pour une véritable cohésion nationale. Etre une île, contrairement aux lieux communs des discours officiels, ne suffit pas pour l'émergence d'une nation. Si jamais cette carte de résident voit le jour, il y en aura trente-six autres, et s'y ajouteront les cartes tribales. On voit où ça mène, car à défaut, on jugera au faciès. (D'après L'Express du 31/01/05)

Des diplomates agressés : des malfaiteurs ont attaqué la résidence du premier conseiller à l'ambassade de France. Des invités, dont JAMES BOND, représentant de la Banque mondiale, le consul général de France, des fonctionnaires de l'ambassade, des personnalités du monde des affaires, ont été dépouillés de tous les objets de valeur, après une fouille en règle de la résidence. L'évènement sonne comme une gifle. Pour la première fois dans l'histoire de Madagascar, des diplomates ont été victimes de l'insécurité. La position humiliante infligée à une personnalité comme JAMES BOND est un véritable défi lancé au pouvoir. Des affaires jusqu'ici non élucidées refont surface. Les victimes de cette agression ont vécu la réalité de l'insécurité à Madagascar. L'éventualité d'un hold-up "commandité" pour des "visées politiques" n'est pas écartée (D'après L'Express du 24/01/05 qui s'interroge : « Sommes-nous devenus un Etat « voyous » ?)

D'après Midi, il s'agit vraiment d'un acte de terrorisme et de déstabilisation. Cet événement malheureux ne manquera pas de donner une image très négative de Madagascar et après tout, c'était peut-être le but recherché par les braqueurs.

Les soupçons de manœuvres de déstabilisation se confirment. Les bandits qui sévissent actuellement sur la capitale sont bien organisés, bien informés, puissamment armés et surtout conscients de leur impunité. Le modus operandi laisse supposer qu'il s'agit du même groupe qui lance véritablement un défi au régime. Les crimes peuvent être attribués à des commanditaires dont l'objectif est sans doute de faire régner la peur sur la ville. Cet objectif est atteint puisque, parmi les dernières victimes figure le Représentant même de la Banque Mondiale. (D'après Matvonline du 25/04/05)

JAMES BOND, directeur des opérations de la Banque mondiale a tiré les premières leçons sur le braquage: « Le développement suppose une amélioration de l'environnement pour tout le monde. Il faut assurer un Etat de droit pour qu'il n'y a plus de place pour le banditisme et la corruption". Il précise pourtant que "Madagascar n'est pas encore un pays de banditisme et que l'on y rencontre très peu de violences" et que « ce ne sont pas 4 bandits qui vont remettre en cause les bonnes relations entre Madagascar et la Banque Mondiale ». Ce hold-up contrarie néanmoins les efforts entrepris par le gouvernement en faveur de la bonne gouvernance et de la sécurité. (D'après L'Express du 25/01/05 et Midi du 27/01/05)

Etrange coïncidence : selon certains opérateurs économiques « Les victimes de ces actes terroristes sont bien ciblées. Ils semblent viser des hommes d'affaires qui pourraient gêner les entreprises appartenant au proches de l'actuel pouvoir. « A preuve, les criminels ont attaqué, entre autres, un patron d'une société de travaux publics qui pourrait faire de l'ombre à Alma ; un patron de presse jugé trop entreprenant, dans sa politique éditoriale,

contre le régime en place ; des diplomates français en guise de message fort à la France qui n'est pas appréciée par certains hauts dirigeants du pays ; le grand patron de la Banque mondiale qui impose des conditionnalités inadmissibles ; etc.» (D'après *La Gazette du* 25/01/05)

« *la France n'était pas visée* » estime l' *Ambassadeur de France*. Pour nous, ce braquage est un acte de délinquance, c'est un délit de droit commun. Il n'y a aucune raison que de tels actes crapuleux aient une incidence sur la relation entre Madagascar et la France. Les autorités malgaches ont été extrêmement réactives. Mon sentiment est que c'est la couverture et l'exploitation médiatiques de cette affaire qui affectent l'image de Madagascar. Il faut pourtant relativiser. Bien des capitales et des pays sont nettement moins sûrs que Madagascar ou Antananarivo. Ici, le braquage a fait sensation parce que c'était la première fois que des diplomates en étaient victimes. Cependant, la situation sécuritaire à Madagascar, en ce qui concerne les biens et les personnes, n'est pas de nature à dissuader les investisseurs de venir. Ce qui les intéresse aujourd'hui à Madagascar, ce sont les avantages économiques comparatifs, c'est une clarification du foncier, c'est la formation professionnelle. (D'après *Midi du* 27/01/05)

Le Président de la République a fait savoir que il ne faut pas la dramatiser. « Il s'agit de l'oeuvre d'une minorité ayant comme stratégie la déstabilisation et qui veut montrer une image négative du pays ». Selon lui, à l'étranger, aucun impact n'a été perçu comme étant un signe de désintéressement à l'endroit de notre pays. « Des attaques, il y en a tous les jours. Ce n'est pas une raison pour que Madagascar soit en mauvais termes avec ses pays amis. Pour moi, cela ne change rien », a-t-il souligné. (D'après *Midi et L'Express du* 28/01/05)

RELATIONS EXTERIEURES, DIPLOMATIE

Des conditions renforcées pour héberger un étranger en visite en France. Ces mesures concernent la délivrance d'une attestation d'accueil, nécessaire à l'obtention d'un visa pour un court séjour privé ou familial dans l'Hexagone. Les maires français devront vérifier la surface du logement d'un demandeur d'attestation d'accueil dans l'Hexagone. Des garanties financières très dures sont également exigées pour l'octroi d'une attestation d'accueil. (D'après *Midi du* 14/01/05)

Report de la visite officielle de J. CHIRAC : de retour de son voyage en France pour le Sommet mondial sur la biodiversité et l'attribution du Prix Louise Michel, le Président de la République indique que la venue du Président CHIRAC est reportée au mois de juillet où le sommet de la Commission de l'Océan Indien (COI) aura lieu, à cause des impératifs du calendrier de l'Union Européenne. « Nous avons demandé à ce que le sommet soit ajourné et la partie malgache qui l'organise l'a accepté », a expliqué l'ambassadeur de France CATHERINE BOIVINEAU. Pour le Président RAVALOMANANA, ce n'est qu'un report et il serait intéressant pour nous que la venue du Président CHIRAC puisse coïncider avec celle du Secrétaire général des Nations Unies, KOFI ANNAN, dont ce serait la première visite à Madagascar. (D'après *Midi du* 28/01/05)

MARC RAVALOMANANA lauréat du Prix Louise Michel 2003 : il a été choisi par le Centre d'Etudes Politiques et de Société (CEPS-France), dont le Président d'honneur est JACQUES CHIRAC « pour son action dans la défense et la promotion de la Démocratie, des Droits de l'Homme et de la Paix ». Le président du Sénat français, CHRISTIAN PONCELET, lauréat 2002, lui remettra le trophée. Le Prix Louise Michel distingue, depuis quinze ans, une personnalité politique dont l'action a marqué son temps et notamment l'année. Le premier Prix Louise Michel a été décerné en 1983 à SIMONE VEIL, Présidente du Parlement Européen. Depuis,

plusieurs personnalités furent lauréates dont LEOPOLD SEDAR SENGHOR (1985), FELIPE GONZALES (1987), JACQUES CHIRAC, Premier ministre et Maire de Paris (1986), JEAN YVES COUSTEAU (1991), HOSNI MOUBARAK (1990), EDOUARD BALLADUR (1992), PAUL BIYA, président de la République du Cameroun (1998). (D'après Midi du 21/01/05)

MARC RAVALOMANANA : à l'aise avec JACQUES CHIRAC. Le séjour parisien de MARC RAVALOMANANA confirme qu'entre le président malgache et son homologue français, il n'y a plus d'intermédiaire. Cette facilité de contact aurait dissipé les suspensions françaises sur la personnalité de MARC RAVALOMANANA, considéré (à tort à raison ?) comme francophobe. En fait, le chef de l'Etat malgache a confirmé qu'entre Madagascar et France existe un lien historique difficile à gommer. En outre, quelques personnalités malgaches premiers ministrables ont accompagné le Président à Paris, comme RAJEMISON RAKOTOMAHARO (président du Sénat), TOTOBESOLA JEAN PIERRE (vice-président du Sénat), ZAZA RAMANDIMBIARISON (VPM), CHARLES RABOTOARISON (ministre des Eaux et Forêts).

MARC RAVALOMANANA au sommet de l'UA et aux USA : il dirige la délégation malgache à la 4e session ordinaire du Sommet de l'Union Africaine, à Abuja. MARC RAVALOMANANA et quelques membres de son staff iront aux Etats-Unis pour honorer une invitation du Président BUSH. A Washington aura lieu une grande rencontre des 160 leaders du monde réunissant hommes politiques, artistes, acteurs, hommes d'affaires. (D'après Midi du 31/01/05)

VIE SOCIALE, DROITS HUMAINS, LIBERTES & JUSTICE

Education

Moins de 1% des élèves du primaire parviennent à l'université : dans les priorités du ministère de l'éducation pour 2005 figurent la formation technique et la scolarisation rurale, étant donné qu'une classe peut comporter plus d'une centaine d'élèves dans certaines écoles. L'augmentation du taux des élèves parvenant à l'université à 5% constitue également un des défis du ministère car à l'heure actuelle, moins d'1% des élèves du primaire parviennent à suivre des études supérieures. (D'après les Nouvelles du 15/01/05)

Année universitaire 2005 : le SECES menace. L'année universitaire débutera le 1er février et prendra fin en principe en octobre. Mais la nouvelle année risque d'être perturbée : le Syndicat des Enseignants-chercheurs de l'Enseignement Supérieur (SECES) réclame avec véhémence la publication de tous les décrets d'application de la loi portant statut particulier des enseignants-chercheurs avant la rentrée. Sinon l'année universitaire sera de nouveau compromise. Par ailleurs, le SECES demande l'augmentation de l'effectif des enseignants, tout en exigeant le respect total de la franchise universitaire. Vraisemblablement, l'année universitaire 2004 - 2005 connaîtra des difficultés, et comme d'habitude, ce sont les étudiants qui en feront les frais. Les autorités hésitent à prendre des décisions bien que la situation ne cesse de se dégrader. En 2004, les tergiversations du ministère devant les revendications des enseignants et des étudiants ont beaucoup affecté le déroulement des cours. Les universités restent toujours un foyer de tension. (D'après Tribune du 18/01/05)

La date de la rentrée universitaire du 1^{er} février est rejetée par le SECES tant que les trois points de ses revendications ne seront pas satisfaits. Des revendications une nouvelle fois remises sur le tapis par le SECES en cette veille de rentrée. Mais quelques du syndicat disent ne pas toujours être du même avis que les voix qui s'expriment au sommet. La tournure que prend le mouvement du SECES inquiète ces membres qui suspectent des arrières pensées politiques. (D'après Midi du 29/01/05) ; les 1100 enseignants-chercheurs du Seces réuniront un conseil national le 14 février. Il examinera la situation et décidera de la suite à donner au mouvement en fonction des réactions du ministère. Encore une fois, la rentrée universitaire

sera perturbée tant que les responsables ne se seront pas engagés dans le dialogue. (D'après *L'Express* du 31/01/05)

Assises nationales des étudiants : l'Etat n'y accorde pas d'importance. Ces assises ont été organisée par l'Unes (Union Nationale des Etudiants et Scolaires). Étudiants et enseignants se sont penchés sur les thèmes suivants : les réalités dans le monde de l'éducation (enseignement supérieur et éducation de base), le rôle des étudiants dans le développement socio-économique du pays et la conjoncture actuelle, la réforme du système éducatif malgache ; des suggestions ont été formulées mais manifestement les autorités n'accordent pas d'importance à cette rencontre. En effet, l'Unes a invité le ministre de l'Education nationale et de la Recherche scientifique et le président du Sénat mais ils n'ont pas répondu à cette invitation et n'ont pas envoyé des représentants. (D'après *La Gazette* du 18/01/05) S'il est hasardeux de parler ouvertement d'une récupération du mouvement syndical, tout porte à croire que l'Unes, l'association des étudiants d'Ankatso, est dans le filet de "l'aile dure" du 13 mai, versée dans une opposition qui ne dit pas son nom. Des membres de l'opposition ont d'ailleurs fait un déplacement massif lors des assises nationales de l'Unes, lesquelles étaient boycottées par les autorités officielles. Autant de soucis à prévoir pour le ministère de tutelle. (D'après *Les Nouvelles* du 19/01/05)

Toamasina - L'université décidée à chasser les occupants illicites : lors d'une conférence de presse, le personnel de l'université a déclaré qu'il est « impossible de travailler » tant que les occupations illicites d'une grande partie du campus perturbent leur environnement professionnel ». Il n'est pas sûr que la rentrée universitaire prévue le 2 février puisse avoir lieu car selon le communiqué, « il ne sera pas possible de commencer l'année universitaire tant que les responsables n'auront pas pris les mesures adéquates à l'encontre de ces squatters ». Le président de l'université a souligné : « Nous demandons seulement nos droits à cause de l'insécurité qui règne ; l'environnement est troublé par des activités extra-étudiantines empêchant l'université de se développer normalement, importunant les activités pédagogiques et entravant les activités d'entretien et de réparation ». (D'après *Les nouvelles* du 25/01/05)

Création d'une Université protestante FJKM : elle sera créée au cœur de la capitale à proximité du collège théologique FJKM. L'université publique d'Ankatso a perdu de son crédit en raison des grèves à répétition qui s'y déroulent. L'université protestante peut donc constituer une alternative pour les nombreux étudiants. (D'après *La Gazette* du 20/01/05)

Prostitution de mineurs, maltraitance, adoptions, travail des enfants

Argent, sexe et enfance : une équation de plus en plus évidente. La presse s'alarme du développement de la prostitution des mineurs, des viols et des détournements de mineurs. L'importance prise par la prostitution des enfants est difficile à chiffrer car le phénomène est encore récent. Le journal reconnaît que des campagnes de lutte contre la délinquance sexuelle ont déjà été engagées mais considère que Madagascar est très exposée car certains pays ont pris des mesures draconiennes pour enrayer le phénomène ; il se pourrait donc que les touristes du sexe se rabattent sur la grande île. Une thèse récente met en évidence l'existence à Majunga de plus de 8% de mineures parmi les prostituées. Il note ces chiffres sont les mêmes que ceux de la Thaïlande en 1997. Ces enfants sont les plus vulnérables car ils n'utilisent pas de protection. Des ONG travaillent avec différents acteurs du secteur du tourisme (Institut national du tourisme et de l'hôtellerie, Fédération des hôteliers et restaurateurs de Madagascar) ainsi qu'avec air Madagascar. Les touristes étrangers sont pointés du doigt car pour certains parents ils peuvent être pour leurs enfants des vecteurs

d'ascension sociale, cependant, « les consommateurs de mineurs » nationaux existent bel et bien. Le cadre législatif de notre pays est suffisant pour traquer ce type d'infraction, ceci dit, il n'est pas allé jusqu'à interdire la prostitution des enfants comme en Thaïlande et en France. (D'après *Les Nouvelles*)

Lutte contre l'exploitation, la violence et l'abus sexuel des enfants : selon le directeur de l'enfance auprès du ministère de la Population, les études effectuées au niveau des grandes villes et des chefs-lieux de province, à savoir Antsiranana, Toliara, Antananarivo, Toamasina et Nosy Be, ont révélé des résultats alarmants. A Nosy Be, sur une population de 50.000 habitants, 700 à 850 enfants se sont livrés à la prostitution, dont 12 % sont des écolières. A Toamasina, sur une population de 170 000 habitants, on estime entre 1309 et 2217 enfants prostitués dont près de 7,2 % sont encore écolières. Pire, le trafic de personnes prend de l'ampleur actuellement dans le pays. Selon une enquête menée par les USA, Madagascar est classé parmi les pays à surveiller. Le code pénal prévoit des peines sévères contre l'exploitation sexuelle des enfants. Cependant, cette législation est axée particulièrement sur la répression de la pédophilie. La loi à élaborer devra donc inclure la lutte contre le proxénétisme, la lutte contre les réseaux de trafic d'enfants, la réparation des dommages subis par les victimes. (D'après *L'Express* du 28/01/05)

Propos de NOROTIANA RANDIMBIARISOA de l'Ecole de Service Social (ESS) : « **Tout le monde maltraite les enfants, que ce soit dans le cadre familial, professionnel ou institutionnel ;** ce phénomène est presque inhérent à la société malgache. Il est même inculqué par les us et les coutumes. Les mauvais traitements infligés aux enfants recouvrent : maltraitance physique, maltraitance psychologique (les insultes, remontrances, reproches,..), maltraitance sexuelle (l'inceste, le viol, la pédophilie...), exploitation sexuelle (incitation au proxénétisme...), exploitation d'un enfant par le travail, abandon d'enfants, négligence, traite d'enfant et privation des besoins matériels. Ces différentes formes sont toutes très courantes et un enfant peut « cumuler » plusieurs formes de maltraitance. La meilleure arme pour y mettre fin est la dénonciation. Toutefois, cette rupture du silence pose problème dans la société malgache, en raison notamment de la pauvreté, de la corruption, de la place que tient la femme dans la société... Par peur de représailles, la mère d'un enfant victime d'inceste par son père, n'oserait pas signaler le fait à une autorité. Elle craint que sa plainte ne soit classée sans suite ou que le père incriminé ne soit relaxé à cause du niveau de corruption encore très élevé dans le pays. En outre, elle se soucie également de l'avenir de son foyer. Sur le plan financier et social, en effet, le père tient un rôle prépondérant dans la famille. Les proches et les voisins de l'enfant maltraité n'oseront, eux non plus, dénoncer les faits. Toutefois, un pas en avant a été noté en ce qui concerne la dénonciation, notamment à Tana où les cas signalés à la Brigade des mœurs et des mineurs sont en augmentation. Mais la situation reste encore difficile dans les autres provinces et surtout dans les zones rurales. (D'après *Midi*)

Adoption d'enfants malgaches : 45 dossiers d'adoption par des Français sont examinés par le Parquet de Nantes. Saisi par les familles adoptives pour procéder à la transcription des jugements d'adoption prononcés à Madagascar, le procureur de la République a en effet soulevé un certain nombre d'objections concernant notamment la réalité d'un consentement libre et éclairé de la part des représentants légaux de l'enfant. "Toute la procédure se déroule sous le contrôle du juge, souverain dans l'appréciation des dossiers d'adoption ; ce contrôle s'exerce conformément aux engagements internationaux de la France, dans le souci de l'intérêt supérieur de l'enfant. De nouvelles règles pour l'adoption internationale doivent être prochainement édictées à Madagascar, où plusieurs réseaux de trafic d'enfants ont été démantelés en 2004. (D'après *AFP* du 15/01/05)

Recrutement de bonnes mineures : le maire d'une commune rurale de la province de Fianarantsoa confie : "Nous avons honte ici car on fait de notre commune un lieu où l'on recrute des bonnes et des femmes de ménage. En saison sèche, les taxis-brousse montant vers la capitale sont pleins de filles de 13 ou 14 ans qui vont faire le métier de bonne". (*La Gazette du 22/01/05*)

Liberté d'expression, medias

Pour le chef d'Etat, la liberté d'expression a ses limites " Ne vous croyez pas au-dessus de la loi, il y a des limites à ne pas dépasser ». Le président de la République a été ferme à l'endroit des journalistes. Soulignant l'importance de leur rôle dans la transmission des informations et dans l'éducation du peuple, MARC RAVALOMANANA n'en a pas pour autant manqué de tracer des limites à leur liberté. "La liberté d'expression est garantie, mais les offenses et les outrages ne seront pas tolérés". "Nous nous devons le respect mutuel". Des propos qui font tâche dans la situation de conflit prévalant entre le gouvernement et l'Association des journalistes de radio privée (AJRP) après la fermeture de trois stations de radio à Toamasina. Le Premier ministre a déjà tenu à peu près le même langage pour expliquer la suspension des émissions de ces trois radios. "Il n'y a pas de censure mais il faut que les informations soient véridiques et ne portent pas atteinte à l'ordre public » (*D'après Les Nouvelles*)

Les contacts sont rétablis avec les journalistes : pour la première fois, conduits par le président de l'Ordre ainsi que les présidents de différentes associations, ils ont été reçus par le Président de la République à l'occasion du Nouvel An. Une cérémonie conviviale, agrémentée de conseils et de suggestions de la part de MARC RAVALOMANANA, mais aussi des demandes d'appui du côté des journalistes. (...) Concernant les stations de radio et télévision qui ont été fermées, courant 2004, le Président de l'Ordre, RUFIN RAKOTOMAHARO, a demandé qu'elles soient réouvertes. Selon *Tribune*, Le Président a accepté de transmettre cette demande aux responsables ministériels et locaux. Pour *l'Express*, à Madagascar la presse n'est pas un véritable adversaire. Elle est le partenaire d'un jeu, où les coups ne sont pas à prendre avec beaucoup de sérieux. Autrement, on ne compterait plus le nombre de procès pour diffusion de fausses nouvelles ou diffamation publique. Le bon vieil esprit national du consensus vient souvent à bout des pires problèmes relationnels. Les mauvaises langues diraient que les journalistes sont allés à Canossa, sinon pour faire amende honorable, du moins se faire pardonner et, en tout cas, présenter leurs respects. Du jamais vu, mais le résultat a été heureux, au moins pour le Président. Les liens ont été rétablis. Il y a moins de deux ans, les trois quarts de la profession lui mangeaient dans la main, au propre comme au figuré. Puis l'écart s'est creusé, avant d'être réduit en deux temps, trois mouvements par cette rencontre. Le Président a déployé son charme ravageur qui a contribué pour beaucoup à son accession au pouvoir.

Deux détenus de l'opposition transférés à Antananarivo : les deux militants de l'opposition, LAVAKA et DAFINELY, arrêtés par les forces de l'ordre et écroués à Toamasina en décembre, auraient été transférés vers la capitale, Les deux prisonniers seraient détenus à la maison de force de Tsiafahy. La tentative de mutinerie des deux politiciens serait à l'origine de ce transfert. Ils sont inculpés d'outrage au chef de l'Etat et de propos « tribalistes ». Les autorités publiques leur reprochent des paroles malveillantes, pouvant troubler l'ordre public, à l'endroit des Merina [originaires des Hauts Plateaux]. Trois stations de radios privées, proches de l'opposition, sur lesquelles ils sont intervenus, ont été scellées par les autorités régionales. Alors que les deux hommes ont lancé un appel à la population de Toamasina sur les ondes, pour une manifestation contre le pouvoir, l'opération, qui n'a pas mobilisé la foule, a abouti à leur inculpation. (*D'après Matera*),

"La liberté de la presse a fait un bond en arrière à Madagascar en 2004" selon Reporters Sans Frontières. Le pays se classe au 72^e rang dans le classement de RSF, sur un total de 167. Au vu des précédents classements, Madagascar a fait un bond en arrière. En 2002, lors du premier classement, il se trouvait au 65^e rang. En 2003, Madagascar a progressé à la 46^e place. Et ce dans un contexte où, selon RSF, "de plus en plus d'Etats africains se glissent dans la première moitié du classement". Cette marche arrière s'explique par la multiplication de la fermeture de radios privées, l'année dernière, en provinces. Après la radio SAVA de PETY RAKOTONIAINA à Fianarantsoa et la radio Say de Tuléar, en juin, par l'ancien ministre CLERMONT MAHAZAKA, le nouveau ministre des Télécommunications, des postes et de la communication a "fait mieux" en fermant, en une journée, trois radios privées à Toamasina. Après écoute des bandes incriminées, l'Association des journalistes des radios privées (AJRP) a jugé qu'il n'y avait pas matière à exiger une fermeture avant de rappeler que " la confiscation des matériels et autres actifs d'une radio ne peut avoir lieu qu'en cas de défaillance à s'acquitter des peines pécuniaires prononcées par la justice ". D'autre part, selon l'AJRP, " il appartient à des entités indépendantes et spécialisées de décider de la fermeture de tel ou tel organe de presse, cette décision ne relevant nullement du simple bon vouloir de l'Exécutif ". RSF a réagi à ces fermetures en adressant une lettre au ministre concerné en insistant sur le fait que "les interdictions de stations sont très préjudiciables dans un pays où le taux d'analphabétisme est très élevé. La radio y reste la principale source d'information du public". L'année dernière, RSF s'est vu adresser six demandes d'asiles politiques de la part de journalistes malgaches émanant de la presse radiophonique et audiovisuelle. RSF considère que la plupart des raisons sont fallacieuses. Seul un cas a vu sa démarche aboutir. RSF insiste sur le fait que le classement "ne saurait être pris pour un indicateur de la qualité de la presse" des pays concernés. (Cité par *Les Nouvelles* du 10/01/05).

L'accès aux documents administratifs est limité par une culture d'opacité : "Nous n'avons pas réussi à mettre la main sur les décisions ordonnant la fermeture des trois radios de Tamatave, si tentées qu'elles existent, sauf celle concernant la fermeture de Sky FM", a déclaré JEAN-PAUL RANDRIANIRINA, président de l'Association des journalistes des radios privées" (AJRP). L'accès aux documents administratifs demeure un des problèmes majeurs de la presse malgache. "Ce n'est pas encore le temps de dire des choses". C'est une réponse courante face à une demande trop appuyée sur certains sujets sensibles de l'actualité ou de l'histoire. (D'après *Les Nouvelles* du 10/01/05)

La participation des populations et son information gage de réussite des DSRP : la réussite des programmes de lutte contre la pauvreté est grandement conditionnée par la participation de la population au processus d'élaboration et de suivi des Documents stratégiques de Réduction de la Pauvreté (DSRP), ont affirmé MIREILLE RAZAFINDRAKOTO et FRANÇOIS ROUBAUD de l'Institut de recherches pour le développement (IRD) lors de la conférence organisée par le Secrétariat d'appui institutionnel à la recherche économique en Afrique (SISERA) en partenariat avec le Centre de recherche pour le développement international (CRDI). Les deux chercheurs y ont présenté une communication sur « la recherche économique au service du débat démocratique en Afrique : l'exemple du projet MADIO à Madagascar ». ***Ils précisent que «ce principe «participatif» ne peut être effectif que si le public a accès à une information de qualité étayée par des analyses fiables et pertinentes.*** Les deux chercheurs soulignent l'importance de la mobilisation des médias pour démultiplier l'audience des informations économiques. (D'après *Angolapress* du 30/01/05)

Détenus, conditions carcérales, justice

Droits des détenus, bafoués dans les prisons malgaches : pour l'Aumônerie Catholique des Prisons (ACP) un détenu a le droit d'être traité avec humanité et respect. Il a le droit à un régime de détention adapté à son sexe, à son âge, à sa condition physique ou mentale. Jusqu'à l'issue du procès, un prévenu doit être séparé des détenus déjà condamnés et purgeant leur peine. L'administration doit fournir un minimum de 3.000 calories par détenu et par jour. Tous les détenus ont le droit de participer à des activités culturelles et de bénéficier d'un enseignement visant au plein épanouissement de la personnalité humaine. Les détenus doivent continuer à jouir des droits de l'homme et des libertés fondamentales, sauf restrictions imposées par leur statut. Ceux qui ont déjà été amenés à visiter les prisons malgaches, sont unanimes à reconnaître que les droits des détenus y sont bafoués. La vétusté des infrastructures, la précarité des sanitaires peuvent entraîner une grave détérioration de l'état de santé physique et mentale. Et ce, sans parler de la surpopulation du milieu carcéral et de la promiscuité qui en découle. Sur le plan alimentaire, à cause de l'insuffisance du budget, l'administration ne peut fournir que 100 calories par détenu et par jour. L'ACP, chargée de l'éducation spirituelle, morale et comportementale, s'est engagée dans l'amélioration matérielle de l'environnement carcéral. Il s'agit notamment d'actions pour la réinsertion sociale des détenus, la formation des agents pénitentiaires, l'appui aux familles, l'accélération du traitement des dossiers des prévenus. En outre, dans le cadre de l'accord entre le ministère de la Justice, le CRS et l'ACP, pour la promotion et le respect des droits fondamentaux des détenus, l'aumônerie organise une série de symposiums, dont le dernier accueillait une trentaine de journalistes qui souhaitent un libre accès, sans autorisation spéciale, dans les prisons. Ils estiment que les droits des détenus à l'information ne devraient plus être bafoués. Si la situation des pénitenciers s'est améliorée, « il n'en est pas de même du cas des détenus », annonce un magistrat. Leurs droits ne sont pas respectés. Personne n'en parle parce que l'accès aux prisons et aux informations est réglementé. Les journalistes proposent la réforme de la loi de 1959 qui définit les conditions de détention, la sensibilisation des familles des détenus et d'eux-mêmes sur leurs droits. "Toutes ces propositions, avec celles qui seront recueillies auprès des politiciens et des magistrats, seront confrontées avec celles des parlementaires à la fin des conférences pour qu'elles soient transcrites sous forme de lois", explique un responsable. Ni l'ACP ni les journalistes ne pourront arriver seuls à ces fins. A cet effet, une association des journalistes "Amis de l'ACP", a été créée. (D'après *Midi et l'Express* du 15/01/05)

Les détenus d'Antanimora privés de nourriture : depuis un mois, les détenus sont privés de leur ration quotidienne de manioc. C'est ce qu'a déclaré le Père JEROME EUSTACHE de l'ACP lors du symposium organisé à l'intention des médias. Des phénomènes de transaction s'effectuent dans l'enceinte même de la prison, entre les détenus qui agissent sous la pression et parfois sous la menace des « supérieurs » en cas d'insoumission. Certains se plaignent de la fouille systématique des affaires et nourritures apportées par les familles. D'autres détenus reçoivent de leurs familles des vivres deux fois par semaine, mais la quantité diminue jusqu'à la réception finale. Les vivres doivent passer par la fouille, être pointés par le chef de poste avant le chef du quartier pour finalement atteindre l'enregistreur dans la cellule. « À chaque passage, ces responsables prennent leur part et nous devons accepter sinon ils nous menacent et nous sanctionnent comme ils veulent », explique un détenu. Par ailleurs, ce sont les détenus eux-mêmes qui assurent la préparation de leur nourriture qui leur a été apportée. L'ACP offre des dons de vivres trois fois par semaine et le Prisonner Fellowship deux fois par semaine (du lait en poudre). (D'après *Les Nouvelles* du 17/01/05)

La visite de Prison de Fellowship International (PFI) enchante les détenus : la situation carcérale à Madagascar est déplorable et comme l'a dit Nelson Mandela « Le développement d'un pays est jugé par la condition carcérale... » Ce constat émane de la délégation de PFI lors de sa visite à la prison d'Antanimora. "L'Etat malgache doit agir, ne serait-ce que pour accélérer le jugement des détenus ", explique RONALD NIKKEL, son président. PFI œuvre dans les prisons malgaches depuis 1988 à travers Prison Fellowship Madagascar. Elle fait appel à des partenaires étrangers pour financer les projets d'amélioration des conditions carcérales. Les détenus n'ont pas caché leur joie quant à l'activité de cette association mais des médicaments d'une valeur de 30.000 dollars, destinés à soigner les détenus malgaches pris en charge par cette association sont retenus à l'aéroport depuis décembre et risquent d'être périmés. La non application par l'Etat des mesures de détaxation sur les médicaments importés a retardé leur distribution alors qu'ils sont destinés à soigner gratuitement les personnes détenues... La malnutrition et le manque de soins ont frappé l'esprit des visiteurs. Les membres de PFI ont rencontré les responsables du ministère de la Justice et des organisations oeuvrant dans l'amélioration des milieux carcéraux. Ils se sont prononcés en faveur de l'autosuffisance alimentaire des prisons (D'après L'Express et Les Nouvelles du 20/01/05)

Le ministère de la Justice a décidé de *redynamiser les activités agricoles dans les camps pénaux*. Les pensionnaires de ces camps sont ainsi occupés à des travaux de culture de différents produits, et parfois d'élevage, dont les productions serviront à l'alimentation des détenus. (D'après La Gazette du 27/01/05)

Les conditions de détention s'améliorent. Un nouveau bâtiment des prisonniers a été inauguré par le ministre de la Justice, LALA RATSIHAROVALA à Vatohandry. Cette nouvelle construction répond à l'objectif du renforcement du respect des droits de l'homme dans le milieu carcéral initié par l'ACP. Le groupe italien Luciano a assuré tout le financement. L'ACP est responsable du suivi des travaux. " Cette nouvelle prison répond aux normes internationales de construction en qualité et en forme", selon les explications du directeur régional de l'administration pénitentiaire. Les prisonniers cultivent 30ha de manioc, 7ha de riz et 2ha de pois de cap dès lors "ils pourront s'autosuffire en nourriture ". C'est la troisième prison construite par le groupe Luciano en un an dans la région. (D'après L'Express du 29/01/05)

La grâce présidentielle ne concerne pas les partisans de l'ancien régime : la mesure de grâce à l'occasion du Nouvel An exclut de fait les partisans de l'ancien régime encore en prison. Les personnes reconnues coupables de détournement de deniers publics, d'atteinte à la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat ou encore de crimes ou délits ou de destructions d'ouvrages publics ne sont pas concernées par cette mesure. L'année dernière, des condamnés des "événements 2002" ont bénéficié de la grâce présidentielle. Rien que pour la prison d'Antanimora, 17 condamnés, dont l'ancien ministre de l'Information, de la communication et de la culture, BETSIMIFIRA FREDO, ont été libérés. En se basant sur les chiffres officiels de mai 2004, il reste encore 69 "détenus politiques ». Les statistiques officielles font état de 354 personnes arrêtées à la suite de la crise post-électorale de 2001. Pour diverses raisons, 285 d'entre eux ont trouvé la liberté. (D'après L'Express du 03/01/05)

65% des prisonniers ne pourront pas en bénéficier de la grâce présidentielle. 13.000 détenus exclus d'office ! Le décret présidentiel octroyant la grâce à certaines catégories de détenus exclut les personnes ayant commis des infractions comme la corruption, le détournement de deniers publics, l'atteinte à la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat, les crimes et délits contre les ouvrages publics, l'atteinte à l'intégrité corporelle, les attentats aux moeurs... Mais s'agissant de grâce, elle ne peut non plus être appliquée que sur les peines

devenues définitives et exécutoires. Écartées, les mesures de sûreté, les sanctions disciplinaires et fiscales, etc. La grâce qui peut être totale ou partielle, ne peut s'appliquer aux prévenus. Ceux-là mêmes qui représentent le gros du contingent dans les 99 geôles du pays qui comprennent 4 maisons de force (dont Tsiafahy); 35 maisons centrales (dont Antanimora) ; 58 maisons de sûreté ; 1 village; 1 centre de rééducation. Le nombre total des détenus est de 19.945. 65% d'entre eux soit 13.000 sont des prévenus exclus d'office. Les quelque 7000 prisonniers restants sont donc des condamnés et peuvent bénéficier de la grâce présidentielle, à l'exclusion de ceux qui ont été condamnés pour les crimes et délits énumérés dans le décret. Et à condition qu'ils remplissent les conditions requises comme le fait d'avoir 65 ans ou plus. La mesure désengorgera un tant soit peu les prisons. Même ceux qui ne seront pas graciés en bénéficieront donc indirectement, par la réduction de la promiscuité. A Antanimora et Tsiafahy où les détenus – prévenus et condamnés confondus – sont respectivement au nombre de 2600 et 550, pour des capacités d'accueil de 850 et de 200. En tout cas, la grâce n'efface pas la condamnation qui continue de figurer au casier judiciaire. Et ce, contrairement à l'amnistie qu'une partie de la classe politique, en particulier, l'opposition, n'a cessé de réclamer, afin de mettre un trait sur le passé récent de 2002, mais sans doute aussi pour préparer le futur proche de 2007. (*Midi*)

Les Nouvelles du 13/01/05 précisent que la liste provisoire des bénéficiaires de la grâce présidentielle a été publiée. 1 698 détenus vont obtenir une remise de peines à travers la Grande île. 835 autres détenus pourraient obtenir une libération immédiate

Justice : les frais, l'éloignement et la partialité supposée sont dissuasifs... La charge financière d'un procès est l'un des problèmes inhérents à l'accès à la justice. La majorité des justiciables ont de faibles revenus, notamment les femmes en milieu rural. Ces frais dissuadent d'engager ou de poursuivre l'action en justice. Les gens peuvent soit manquer de ressources pour faire exécuter la décision judiciaire, soit se heurter à l'insolvabilité du débiteur. L'accès à la justice est aussi fonction de la proximité des juridictions. Des efforts ont été fournis pour rapprocher la justice du justiciable mais ils restent limités. La justice est encore considérée comme peu crédible et suspectée de partialité en raison des pressions qu'elle subit, particulièrement celles du pouvoir et de l'argent. Le Malgache recherche en général une voie négociée de règlement des conflits, en se fondant sur la justice et l'équité et non sur la rigueur des textes. En milieu rural, le recours à la sagesse des chefs traditionnels et à l'arbitrage se trouve ainsi justifié. (*La Gazette 11/01/05*)

Préavis de grève du syndicat de la magistrature : le syndicat de la magistrature (SMM) a voté le principe d'une grève illimitée à compter du 14 février. Les revendications portent sur l'adoption du statut particulier des magistrats (droits et obligations, discipline), la revalorisation de la grille indiciaire et la réactualisation des indemnités diverses. La réforme du statut des magistrats a été ajournée à plusieurs reprises. Le président de la République avait déclaré le 5 janvier qu'il ferait quelque chose d'important pour la magistrature, mais que pour le moment, l'adoption du statut des Magistrats paraissait inopportune, et que l'âge de 65 ans à la retraite n'était pas accepté par les bailleurs de fond. Le SG du ministère de la Justice a déclaré que le régime avait déjà fait des efforts, dans le but d'assainir l'environnement judiciaire, car auparavant, les conditions de travail étaient déplorables mais il faut aussi, selon lui, que les magistrats se remettent en question, car les critiques émises contre eux sont nombreuses, tant de la population que chez les parlementaires. Le SG a évoqué la possibilité de sanctions. Le SMM a déjà décrété une grève générale d'une semaine en mai 2004 pour les mêmes raisons. Au mois de septembre, son assemblée générale avait préféré opter pour la voie négociée. (*D'après la presse du 15/01/05*)

Rentrée judiciaire : l'année judiciaire 2005 a débuté officiellement hier. La plupart des magistrats, membres ou non du Syndicat des magistrats de Madagascar (SMM), ont assisté à l'audience de rentrée, mais les dirigeants de ce syndicat se sont illustrés par leur absence. Les différents intervenants ont soulevé les problèmes qui entravent le bon fonctionnement de la Justice et qui confortent plus ou moins les revendications du SMM. Par ailleurs, les magistrats auraient déclaré leur ferme détermination d'appuyer toutes les actions entrant dans le cadre de la lutte contre la corruption. On peut toutefois se demander, combien d'entre eux ont signé la lettre d'engagement à cet effet, lancée quelques mois plus tôt par le CSLCC... (D'après La Gazette du 29/01/05)

Entreprises franches et droits des travailleurs

La productivité des entreprises franches passe par la promotion d'un emploi décent : les entreprises franches évoluent dans un contexte de concurrence mondiale difficile et leur compétitivité dépend, entre autres, de la productivité et de la qualité de la main d'œuvre requérant l'amélioration des capacités productives par des systèmes de formation. L'amélioration de la compétitivité passe aussi par la promotion d'un emploi décent à travers des revenus améliorés, un emploi stable et exempt de discrimination, et ce, dans un environnement privilégiant le dialogue social et excluant toute forme de travail forcé. C'est dans cette optique que le ministère de la fonction publique, du travail et des lois sociales, et le ministère de l'industrialisation, du commerce et du développement du secteur privé en collaboration avec le BIT, le PNUD et le CRS, vont organiser un atelier de validation du "Projet d'amélioration de la productivité des entreprises franches par la promotion d'un emploi décent". (D'après Les Nouvelles du 17/01/05)

« **Les entreprises franches respectent les droits des travailleurs** » : "C'est un autre regard que l'on doit aujourd'hui poser sur la zone franche". Cette réflexion de TOUSSAINT RAZAFIMBELO, directeur général du Travail, fait suite à la restitution publique des travaux d'enquêtes effectuées auprès de 70 entreprises des zones franches. Car contre toute attente, les droits des travailleurs y sont d'une manière générale respectés. (D'après L'Express du 21/01/05)

Entreprises franches : 71% du personnel sont des femmes ; elles sont 85% parmi les "ouvriers temporaires", 70% parmi les "employés temporaires". La différence des salaires entre hommes et femmes est de 8% au niveau du salaire de base des ouvriers et de 20% au niveau de celui des cadres. Les droits des femmes enceintes et des jeunes femmes sont globalement respectés. Les 186 entreprises franches emploient 115 000 personnes, avec un effectif moyen de 618 salariés. 86% des travailleurs sont titulaires d'un contrat de travail dont les rémunérations sont basées sur des grilles salariales généralement supérieures aux barèmes du SMIG, soit une rémunération au temps (94%) et aux pièces (4%). La moyenne d'âge est de 28 ans. La quasi-totalité des salariés travaille à temps plein pendant 8 à 10 heures par jour, et près de 86% des travailleurs effectuent des heures supplémentaires dont la moyenne est de 13,2 heures par semaine. 16% des travailleurs effectuent des heures supplémentaires de 20 à 40 heures par semaine. Quant à la protection sociale, incluant la santé, les accidents de travail, l'hygiène et la sécurité des travailleurs, des efforts de prévention sont constatés. Mais du côté du Service médical inter-entreprise 22% des entreprises franches n'y adhèrent pas à cause du non-paiement des cotisations par certaines entreprises. (D'après Xinhuanet du 22/01/05).

Autres sujets

Langue française : outil de communication et arme... D'après l'Unesco, en 1991, 9 % des Malgaches sont des francophones réels et 11 % des occasionnels. La francophonie n'est donc pas vraiment une réalité à Madagascar comme d'ailleurs dans beaucoup d'autres pays

francophones. La population malgache est pourtant en contact avec la langue française qui est l'une des deux langues officielles, mais seule une poignée pratique et parle le français d'une manière courante et convenable. Depuis longtemps, il est devenu non seulement un outil de communication pour ceux qui le maîtrisent, mais également une « arme ». En effet, les francophones réels détiennent un moyen qui leur permet d'agir sur les autres. Le regard d'autrui sur soi change systématiquement quand on utilise la langue de Molière. Le français a un effet psychique presque surnaturel sur les gens. Ce n'est pas pour rien que le français est qualifié de « langue servant à communiquer des ordres » (D'après *La Gazette* 25/06/09)

Lutte contre le racisme à la Réunion : lutter contre toutes les formes de racisme, c'est le but que s'est fixée la Coordination réunionnaise contre le racisme (CRCR), qui note la progression de certains faits visant les populations souches de notre société réunionnaise. Les communautés comorienne et mahoraise souffrent toujours d'actes racistes incompréhensibles, alors que notre pays est inéluctablement lié à l'archipel des Comores, comme il l'est avec l'Europe, l'Inde, la Chine, l'Afrique et Madagascar. Ce qui intensifie notre incompréhension, c'est que les mères de notre civilisation sont d'abord malgaches. Aujourd'hui, nos frères et sœurs malgaches, qui demeurent à La Réunion, sont également assaillis par des problèmes réguliers de racisme. La CRCR déplore par exemple "*la présence de réseaux de passeurs, de prostitution, de pédophilie et de marchands de sommeil, qui abusent de la misère et de la faiblesse humaine de ces personnes, pour les maintenir dans l'exclusion et la précarité*". (D'après *Témoignages Réunion* du 29/01/05)

ECONOMIE

Banque Mondiale et FMI

Institutions financières internationales : y aura-t-il changement réel ? Les critiques à l'endroit du gouvernement fusent, en particulier contre la politique salariale, en matière de finances et de monnaie. La grogne sociale, se fait de plus en plus précise, tout en s'étendant à d'autres domaines que les prix du carburant et des matières premières importées ou exportées. Le problème du riz a été plus ou moins contenu, mais n'est pas encore résolu. Beaucoup d'entrepreneurs ne comprennent pas la politique poursuivie par le gouvernement. Certains dénoncent *une allégeance totale du gouvernement aux bailleurs de fonds internationaux* qui, à leur avis, versent dans l'arbitraire et imposent des mesures sans fondement économique. Il en est ainsi, à en croire beaucoup d'entrepreneurs, du blocage du salaire minimum, alors que le FMI n'a aucune compétence pour gérer cette question. Quand des opérateurs démontrent l'inefficacité ou le caractère inopérant de certaines dispositions et proposent des solutions, ils se voient invoquer les statuts du FMI qui font obligation au gouvernement de consulter cette institution... On est effectivement tenté de croire à une perte de souveraineté. Quoi, qu'il en soit, on relève une contradiction flagrante et inacceptable entre les déclarations du président de la Banque mondiale selon lesquelles "la politique d'ajustement structurel a failli dans le mode entier et qu'il lui a été substitué la nouvelle politique de réduction de la pauvreté" et la politique poursuivie par le FMI qui continue d'appliquer cette politique. Au FMI c'est toujours l'approche comptable qui prévaut, mais certains laissent croire que des possibilités de changement peuvent se présenter en 2005, Madagascar étant en fin de programme. Les nouvelles négociations avec le FMI pour la période triennale à venir seront peut-être l'occasion de voir si le FMI va changer. (D'après *Tribune*)

Evaluation de la politique du pays par la Banque Mondiale : le principe d'une l'évaluation de la politique du pays et d'une évaluation institutionnelle entre les membres du

gouvernement et le directeur des opérations de la Banque mondiale a été adopté. Une échelle de notation sera établie et concerne la gestion économique, la politique fiscale, la politique de dette, le commerce, le secteur financier et l'environnement réglementaire des affaires, l'inclusion sociale, la gestion du secteur public et les institutions. Les notations attribuées seront utilisées dans le processus d'allocation des aides (*D'après Les Nouvelles du 20/01/05*)

Economie : tout va bien selon la Banque mondiale. Le directeur des opérations de la Banque mondiale, JAMES BOND affirme que l'économie malgache est en bonne voie. Cette déclaration étonnante suscite beaucoup de questions, l'inflation frôlant les 30% et la pauvreté devenant de plus en plus grave. Mais la Banque mondiale trouve que le gouvernement a fourni beaucoup d'efforts dans plusieurs domaines comme la santé, l'éducation et les routes. « Malgré le passage de deux cyclones, la flambée du prix du riz et du pétrole, Madagascar a enregistré un taux de croissance de 5,3% », soutient JAMES BOND. Il souligne que ces performances font de Madagascar le chéri des bailleurs de fonds. Concernant particulièrement le riz, la flambée profite, selon la Banque, aux producteurs. Elle affirme que pour la première fois, le prix du paddy de la première récolte est maintenant de 550 Ar, alors qu'auparavant, les producteurs n'arrivaient pas à couler leur produit à plus de 300 Ar. La Banque reconnaît quand même que cette flambée fait des urbains les perdants mais refuse de parler de paupérisation. La Banque estime que pour le milieu rural où la pauvreté sévit le plus, le secteur agricole a connu une croissance inespérée de 4,5% en 2004. (*D'après Matera du 20/01/05*)

Le salaire minimum à Ar 50 600 bientôt effectif : le décret a été approuvé en conseil de gouvernement mais il n'est pas encore publié au JO. Les entreprises, en zone franche notamment, sont dans l'expectative. Les déclarations du président RAVALOMANANA lors de la cérémonie de présentation de vœux, laissant le champ libre aux patrons du privé, n'ont pas été pour clarifier les choses. Dans la zone franche, certains ont anticipé la décision gouvernementale dès le mois d'octobre, après accord entre les partenaires sociaux qui attendaient cette officialisation. (*D'après L'Express du 24/01/05*)

Dette extérieure, bailleurs de fonds, coopération

Effacement ou allègement de la dette ?

Dettes malgaches : 54 % annulées ! Il est clair que nos dettes ne sont pas totalement annulées. On n'est pas étonné à cet égard des déclarations du syndicat FISEMARE et de la CGT quant à ce qui reste encore à déboursier chaque année. Une perception partagée par des parlementaires et des militants politiques. Les communiqués du FMI et du Club de Paris d'octobre et novembre 2004 sont sans ambiguïté et ne confortent pas les déclarations des tenants du régime qui se gargarisent de l'annulation totale de nos dettes. Il est intéressant de noter en outre que les différents communiqués et déclarations des bailleurs de fonds relatifs à n'importe quel pays font montre d'une similitude frappante et prêtent à sourire. Les déclarations ou commentaires du genre (choisissez le nom de pays que vous voulez) « ... à procéder à une série de réformes courageuses et pertinentes qui commencent à porter leurs fruits et à avoir un impact significatif dans la réduction de la pauvreté. » Un autre type de commentaire : « Par cet allègement substantiel de sa dette extérieure, la communauté des bailleurs de fonds marque sa confiance au gouvernement de (choisissez le nom du pays) qui, sous l'égide du président (mettez le nom du président) s'achemine vers une période de croissance soutenue et la réduction de la pauvreté dans le pays. » En fait, tous les pays ayant atteint le point d'achèvement font l'objet de ces commentaires diplomatiques. A chacun de ne pas tomber dans le panneau du narcissisme et du nombrilisme. (*D'après Tribune du 03/01/05*)

Budget 2005 et effacement de la dette : trop de contradictions. 2005 ne sera pas une bonne année ! Même le recours aux gros experts internationaux aussi chevronnés qu'expérimentés n'y pourra rien. Le principal instrument de développement utilisé par l'Etat ne s'y prête pas : il s'agit du budget qui recèle des nombreuses contradictions et incohérences tant au niveau des chiffres inscrits dans la loi de finances pour 2005, que vis-à-vis des engagements pris envers les bailleurs de fonds et du discours officiel. L'incohérence des chiffres ne se limite pas au seul chapitre de la dette extérieure. En tout cas, on ne comprend pas pourquoi ces mêmes bailleurs n'ont pu relever ces incohérences qui rendent difficiles, voire impossible, la mise en œuvre des actions tendant aux objectifs du régime. Si la loi de finances pour 2005 n'est pas encore promulguée, il n'est pas trop tard pour MARC RAVALOMANANA de tout harmoniser pour offrir à l'Etat un instrument efficace. (D'après La Gazette du 06/01/05)

«**Effacement des dettes : une bouffée d'oxygène, mais...** » « Le ministre des Affaires Etrangères, MARCEL RANJEVA a remercié les bailleurs de fonds d'avoir bien voulu effacer les dettes mais il ne faut pas s'arrêter à mi-chemin. Le service de la dette reste important et ne répond pas aux objectifs de l'IPPTÉ. L'effacement de la dette n'est qu'un pas vers la nouvelle solidarité : « empêcher la mort physique du débiteur ». Un appel solennel a été lancé à l'endroit des chefs des missions diplomatiques afin qu'ils soient tous des relais pour la concrétisation en investissements directs. (D'après Tribune)

Le Canada a décidé d'annuler la dette de Madagascar, qui s'élève à 21 millions de dollars canadiens, a annoncé le ministre canadien des Finances. «Les pays d'Afrique qui ont manifestement progressé pour responsabiliser leur gouvernement et renforcer leur économie doivent avoir l'occasion d'investir au profit de leurs citoyens plutôt que de devoir consacrer leurs ressources financières à des paiements d'intérêts», a-t-il déclaré. Madagascar est le quatrième pays d'Afrique dont le Canada a annulé la dette au cours des quatre derniers mois, et le huitième depuis décembre 2000. (D'après AFP du 18/01/05)

Planning familial, lutte contre la corruption, catastrophes naturelles au menu des entretiens entre RAVALOMANANA et KOFI ANNAN. A l'occasion de la rencontre à Maurice des PEID (Petits Etats Insulaires en Développement), le SG des Nations Unies se déclare satisfait des efforts entrepris par Madagascar dans la mise en place des 22 régions, il a été touché par le geste des Malgaches venus en aide aux victimes des tsunamis. Il se dit prêt à aider Madagascar dans le programme de développement rural. Reconnaisant les efforts dans la planification familiale, les Nations Unies pourront apporter leur soutien dans ce domaine. Le président RAVALOMANANA, en se référant à la politique de développement de l'Ile Maurice laquelle a considéré le Planning familial comme prioritaire parmi les facteurs de développement, est convaincu de l'importance de ce soutien. "Pensez, si nous avons actuellement 4 millions de femmes entre 15 à 30 ans et que chacune d'elle va donner naissance à 4 enfants, dans 10 ans, nous serons 16 millions de plus. Il faut que nous planifions le nombre de nos enfants afin d'avoir une génération digne". Pour ce qui est des catastrophes naturelles, les deux hommes ont discuté de la mise en place d'infrastructures qui résistent aux cyclones, tels les habitats et les maisons de stockage de vivre. En outre, KOFFI ANNAN aurait annoncé l'envoi de nouveaux experts en lutte contre la corruption. (D'après Tribune du 15/01/05).

Corps de la paix : 17 nouveaux volontaires ont prêté serment en présence de l'ambassadeur des Etats-Unis et du ministre de la Santé. Ils serviront dans 17 localités, sous la supervision du médecin inspecteur local. Formés pendant trois mois, ils resteront deux ans à Madagascar. Ils se consacreront au changement de comportement en ce qui concerne les maladies de l'enfant et la malnutrition. L'accent sera mis sur la maternité sans risque, la

planification familiale et la lutte contre les infections sexuellement transmissibles. Depuis la réouverture du Corps de la paix à Madagascar, 51 volontaires dans le secteur santé sont sur le terrain, sur un total de 132 qui servent dans les domaines de l'éducation et de l'environnement. Un nouveau groupe de volontaires dans ce dernier secteur sera parmi nous dans un mois. (D'après *La Gazette* du 19/01/05)

Aider les pays pauvres, un projet pas si altruiste : l'une des recommandations d'un rapport remis à KOFI ANNAN par l'économiste JEFFREY SACHS est significative : favoriser la coopération public-privé, sous forme notamment de l'aide liée (comptabilisée dans l'aide publique au développement), qui subordonne l'aide à l'achat de marchandises ou de services dans les pays qui l'octroient. Par exemple, la France aide Madagascar à développer ses infrastructures à condition que les travaux soient réalisés par une entreprise française (Bouygues via Colas en l'occurrence). L'aide liée représentait en 2003 plus de 33 % de l'aide publique au développement de la France, et un taux encore plus important pour d'autres pays comme les USA, de quoi s'assurer un retour sur investissement rapide. Privilégiant des projets à haute teneur en importations au détriment de la valorisation des ressources locales, l'aide liée renforce la dépendance des pays en voie de développement à l'égard des pays riches. (D'après *l'Humanité* du 29/01/05)

Sécurité alimentaire, nutrition, approvisionnement & crise du riz

« Crise du riz »

Riz à 2.500 Fmg le kilo à Toamasina : rien à voir avec DIDIER RATSIRAKA. L'annonce de ROLAND RATSIRAKA sur l'arrivée de plusieurs tonnes de riz qui seront vendues à 2.500 Fmg le kilo à Toamasina continue de susciter des réactions. Pour certains observateurs DIDIER RATSIRAKA profite de la crise "alimentaire" que connaît actuellement le peuple malgache pour préparer son retour au pays. Devant ces "supputations", le député de Toamasina I, MASO JOSE, celui qui a déclaré dans un quotidien de la Place que DIDIER RATSIRAKA mettra les pieds sur le sol malgache à un moment imprévu, a démenti le fait que cette opération réponde à des objectifs politiques. Et de préciser que cette opération n'a pas pour but de concurrencer le gouvernement qui mène en ce moment la même opération mais à un prix un peu élevé (3.500 Fmg le kilo). (D'après *Tribune*)

Pénurie de riz - le ministre rassure : le ministre de l'Agriculture a déclaré qu'une production de riz de 3,2 millions de tonnes est à notre portée pour 2005 et que « Madagascar peut subvenir à ses besoins » RANDRIARIMANANA EDMOND HARISON reste confiant quant à l'autosuffisance en riz pour Madagascar qui aurait pu atteindre l'autosuffisance en 2004 s'il n'y avait pas eu les dégâts causés par le passage des deux cyclones. En considérant les 1,2 millions ha de surfaces cultivables disponibles, nous avons produit 3 millions de tonnes de paddy, soit environ 1,8 million de tonnes en riz décortiqué en 2004. La consommation totale moyenne de la population est, actuellement, de 2 millions de tonnes de riz décortiqué à raison de 119 kg par an et par individu. La différence est alors de 200.000 tonnes que nous aurions pu combler avec la production des 100.000 ha de rizières détruits par les cyclones. Les 3.200.000 tonnes annoncées produiraient quelques 2.240.000 tonnes de riz blanc. Une quantité supérieure à la demande sur le marché malgache. Les raisons officielles du gap ne sont pas conjoncturelles. La première est le faible rendement de la production rizicole. Depuis des décennies, la moyenne nationale est de 2,5 tonnes à l'ha. La deuxième raison concerne l'accroissement de la population qui handicape les mesures entreprises par le gouvernement pour augmenter la productivité. Le problème du prix reste omniprésent malgré les annonces faites par le ministère. Rappelons que l'augmentation du prix du paddy est une des initiatives de ce ministère pour accroître la production rizicole. "Nous pensons encourager les paysans à mieux produire en achetant leur récolte à un prix plus élevé",

tenait-on à expliquer à l'époque. Les résultats ont dépassé les prévisions. Les circonstances se sont prêtées à une hausse incontrôlée. Mais les spéculations et les retentions de stocks ne sont pas à écarter. (D'après (L'Express))

50 400 tonnes de riz vont arriver d'ici février ; le riz à 700 Ar va s'épuiser. La subvention de riz par l'Etat prendra bientôt fin. Le contrat de 100 000 tonnes de riz avec les pays asiatiques sera rempli d'ici mi-février. "49 600 tonnes sont déjà arrivées et les 50 400 tonnes restantes arriveront d'ici février", selon RAFALIMANANA HERY, directeur de Magro. Le riz thaïlandais a été importé par les opérateurs privés avec la facilitation de l'Etat. Ceci afin de pallier à la pénurie qui sévit depuis novembre et qui a entraîné la hausse incessante du prix du riz local. Malgré les plaintes de consommateurs et opérateurs concernant la gestion et la distribution de ce riz importé, les procédures n'ont pas changé. La société Magro en assurera toujours la distribution et le kilo sera vendu à 700 Ar. "Le spectre d'une hausse menace cependant, surtout après la dernière livraison des Thaïlandais, si le gouvernement ne prend pas les mesures adéquates", s'inquiète le ministre de l'Agriculture. En effet, l'atteinte de 3 200 000 tonnes de paddy, production locale prévue pour cette saison de récolte, est des plus incertaine. Quant aux exportateurs mondiaux, les pays asiatiques, ils doivent subvenir en priorité aux besoins de leurs populations. Au cas où certains pourraient encore vendre, la hausse des prix sera certaine. (D'après L'Express)

Le riz demeure la principale préoccupation, voire le cauchemar des foyers Les files d'attente devant les points de vente s'allongent ; ce ne sont plus les personnes perçues comme des pauvres qui font la queue pour le riz à 700 Ar. Ce riz serait devenu de plus en plus inabordable pour le ménage pauvres ; les salariés anticipent une éventuelle et incontournable hausse et se constituent des stocks. Près de la moitié du lot de 100 000 t de riz dans le système de partenariat avec le gouvernement auraient été consommés. Dans les provinces, ce riz « gouvernemental » est trop souvent introuvable. Le gouvernement avait alloué en 2004 une enveloppe budgétaire de 100 milliards Fmg dans le cadre du filet de sécurité afin d'atténuer l'impact de la crise économique. Du riz et des produits de première nécessité (PPN) ont été distribués aux personnes âgées et aux salariés touchant moins de 100 000 Ar par mois. Cette opération n'a duré que quelques semaines, et bon nombre des employés des sociétés privées et du personnel de l'Etat n'ont pas reçu la totalité de leur quota, pour des raisons inconnues. La situation alimentaire est devenue très inquiétante Pour l'ancien Ministre de budget sous le gouvernement transition de GUY WILLY RAZANAMASY en 1991-1993, GERARD RABVOHITRA, la hausse quasi-permanente du prix du riz, serait le fruit d'une concurrence déloyale dans le milieu des affaires. Il pointe du doigt une grande société qui bouleverserait le marché du riz à Madagascar. Durant la dernière saison des récoltes, cette société a collecté les paddy à 2500 le kg contre les 2000 Fmg pratiqués par les autres collecteurs habituels. "Et comme les autres collecteurs ont été dissuadés par les 2500 Fmg proposés par ce grand groupe, ce dernier a raflé la grande partie des dernières récoltes et il est actuellement en possession de la majeure partie du stock du riz à écouler sur le marché. A son avis, ce groupe commercial a profité de l'inexistence de la loi sur la concurrence afin de s'enrichir outrageusement. Ce système de monopole informel expliquerait les hésitations des investisseurs potentiels à venir à Madagascar. (D'après Tribune du 14/01/05)

La famine guette le monde rural. Plusieurs villages ne peuvent se contenter que d'une toute petite ration de riz mélangée à des légumes sauvages qui poussent dans les champs. Ce n'est donc pas étonnant si des enfants ont arrêté l'école depuis quelques mois. Les parents craignent qu'ils ne s'évanouissent en classe. Pour le moment, ils ne peuvent pas compter sur les fruits de leur labeur, il faut encore compter quelques mois avant d'en finir avec la période de soudure. Il n'est pas à exclure que des gens meurent pratiquement de faim, au sens propre du terme. Mais le Malgache n'aime pas trop étaler sa misère, surtout quand elle

touche de très près la nourriture. Cette année, si le ministère de l'Agriculture mise sur une hausse de la production rizicole, plusieurs régions du Betsileo ne s'y attendent pas vraiment. Les paysans n'ont ni de quoi payer les journaliers ni de quoi se nourrir pour effectuer eux-mêmes les travaux de champs. (D'après Tribune du 15/01/05),

Marché du riz : mise en garde contre les irrégularités. A cause de raréfaction du riz à 700 Ar, la spéculation et le marché noir s'amplifient. A Antananarivo, on assiste au retour des longues queues. Depuis fin 2004, le riz gouvernemental est devenu rare voire introuvable dans beaucoup d'endroits éloignés : outre l'irrégularité des arrivages du riz importé, les élus locaux chargés de l'organisation de l'opération sont accusés d'avoir dévié une partie de leur quota pour le commercialiser au prix du marché. L'opération constitue une affaire juteuse : le spéculateur achète le riz "gouvernemental" au prix de gros chez Magro puis il revend une partie de son quota à un commerçant à un prix supérieur au prix de gros appliqué par Magro. Ce dernier, à son tour, le distribuera à un prix avoisinant les 1200 Ar auprès du consommateur. Les deux parties font des bénéfices faciles et les entrepôts de Magro et des autres points de vente se vident rapidement. Conscient de ce fait, Magro a rectifié sa stratégie pour mieux cerner la sortie du riz de ses magasins. Ce qui expliquerait la pénurie et le retour de la queue dans divers points de vente. L'arrivée à profusion de ces riz asiatiques ne dissipe pas encore la psychose de pénurie (D'après Tribune du 20/01/05)

Détournement de riz gouvernemental : le maire d'une commune proche de la capitale déclare : "Si huit tonnes de riz sont destinées à notre commune, des sacs sont débarqués du camion en cours de route. Si bien qu'à l'arrivée, nous n'avons plus que six, quatre ou parfois même que deux tonnes". (La Gazette du 22/01/05)

La Gazette du 26/01/05 indique que dans une commune du Sud, le riz gouvernemental est vendu 50% plus cher, sans que l'on en connaisse la raison. Mais c'est un élu local qui a pris en main la distribution de ce riz. En clair, ce riz serait *vendu au marché noir*, avec un élu comme "maître d'œuvre »

Toamasina : Le riz à Ar 700 a déserté le marché. Cette situation ne devrait pas se produire : chaque jour, 8 à 12 t de riz sortent des magasins Magro, pour être distribués dans les différents points de vente de la ville. Cette quantité est suffisante pour faire face aux besoins et le ravitaillement se poursuit normalement. Il n'y a pas eu de rupture de stock. Il n'y a donc aucune raison de dire que l'offre ne suit pas la demande. Mais, des consommateurs ont spéculé et ont fait une rétention de stock pour une raison ou une autre. Cette semaine, un autre bateau transportant du riz est attendu au port de Toamasina. (D'après Tribune du 26/01/05)

Riz thaïlandais : arrivée des 12 tonnes à Toamasina. Une nouvelle cargaison est arrivée, qui s'inscrit dans le cadre de l'opération riz à 700 Ar. pour le compte des 100.000 t de riz importés. Cette énième cargaison appartient au groupe MAGRO ainsi qu'à d'autres opérateurs. L'opération riz à 700 Ar. S'achèvera fin mars, ce qui suscite une vive interrogation à propos de l'éventuel surplus de stock qui ne serait pas épuisé à cette date. Les distributeurs seront-ils tenus de respecter le prix jusqu'à l'épuisement du stock ? Si les distributeurs sont libres de fixer leur prix, beaucoup craignent que plus la date d'expiration de l'opération approche, plus des rétentions de stock s'intensifient. (D'après Tribune du 27/01/05)

Le "Collectif des ingénieurs pour le développement rapide de Madagascar" (CIDM) à la rescousse : le vice-président de ce Collectif qui regroupe quelque 300 ingénieurs est catégorique : " Il faut tenir compte de 3 systèmes : les infrastructures routières dont les 5000 km réhabilitées, d'autre part, la production rizicole et les 300 000 tonnes d'augmentation annoncée, et enfin le système de transport qui est libéralisé. Quoi qu'on ait pu dire d'améliorations, le fait est que le prix du riz a doublé, et il est insupportable autant pour le

paysan que pour le consommateur. Pourquoi cette contradiction ? C'est à croire que les dirigeants ont oublié qu'il a fallu depuis toujours importer près de 200 000 à 300 000 tonnes de riz par an". Pour 2005, le gouvernement prévoit une augmentation de près de 13% de la production rizicole, soit environ 390 000 tonnes. Mais y arrivera-t-on ? Pour le CIDM qui énumère les activités des différents ministères, (routes, pistes rurales, équipements agricoles, engrais, commerce et développement du secteur privé), il n'y a aucune synergie entre les programmes. L'exemple flagrant est que l'on se bouscule et on fait la queue pour le riz importé et vendu à Ar. 700, jusque dans les régions productrices de riz. Bref, la crise du riz n'est pas près de disparaître. Le CIDM propose notamment l'augmentation des superficies cultivables, et la formation des riziculteurs au système de riziculture intensive (SRI). Pour augmenter la superficie en rizières, le CIDM a identifié près de 200 000 ha sur lesquels, sur la base d'un minimum de rendement moyen actuel de 2t/ha, on peut récolter 400 000 tonnes de riz supplémentaires. Le CIDM estime, pour ce faire, qu'il faut que l'Etat apporte à ces sites les aménagements appropriés, que les semences suffisent et que le système HIMO soit utilisé. Bref, un partenariat entre le FID, les ingénieurs du CIDM, les chercheurs du FOFIFA (semences) et les paysans. La politique foncière en vigueur n'encourage pas non plus l'accroissement de la production. Les initiatives du gouvernement en faveur de 5 régions pilotes bénéficiaires sous peu d'une informatisation des documents fonciers ne sont pas suffisantes. Il est impératif pour le CIDM de mettre en confiance des producteurs, et d'organiser une concertation nationale. *A noter que le CIDM est représenté au plus haut niveau du RFN par JOSE RAKOTOMAVO, secrétaire général de cette plateforme de la société civile et président de la commission des affaires financière, économie et développement des Assises nationales de décembre dernier. En tout cas le CIDM affirme qu'il n'y a pas de raison que les gouvernants aient peur d'une conférence nationale organisée dans cette perspective, car elle ne peut être qu'à leur profit.* (D'après Tribune)

Des paysans et non des cultivateurs : le régime veut désormais attaquer le mal à la racine, c'est-à-dire accorder la priorité aux agriculteurs. C'est un discours qui ne date pas d'hier : TSIRANANA avait son opération ras du sol, RATSIMANDRAVA avait tenté une révolution agraire, et RATSIRAKA voulait sa révolution verte. ALBERT ZAFY, quant à lui, avait lancé le fameux Mada Raid, sillonnant monts et vallées pour dynamiser le monde rural... Mais tout ce beau monde a échoué. Hier encore, Madagascar était meilleur producteur de riz que le Vietnam qui venait de sortir d'une longue guerre. Aujourd'hui, c'est le Vietnam qui est le premier pays exportateur de riz. Les paysans représentent 85% de la population. En fait, ce sont réellement des... paysans, qui se conduisent comme tels et qui n'ont pas, dans leur majorité, les qualités des cultivateurs. Aucun régime n'a réussi à vulgariser les grandes exploitations avec des cultures intensives. (D'après Matvonline 10/01/05)

Dans le budget 2005 l'agriculture et l'élevage sont définis comme prioritaires ; l'agriculture notamment doit subvenir aux besoins en riz de la population et le pays doit se suffire en produits alimentaires. Mais les moyens financiers alloués en termes d'investissements suivent-ils ? Les allocations budgétaires ne reflètent pas vraiment cette priorité pour l'agriculture. (D'après Tribune du 14/01/05)

Importation de 1000 vaches laitières de Nouvelle-Zélande : un projet à haut risque. En 2004, des responsables de la direction des services vétérinaires se sont opposés à l'entrée d'une nouvelle race de vache à Madagascar, ils ont été démis de leur fonction... On apprend maintenant que 1000 vaches vont être importées de Nouvelle Zélande en mars... Les avantages et les inconvénients de l'introduction de cette nouvelle race bovine défrayent la chronique. On craint pour la préservation de la diversité des races, la capacité d'adaptation des ces nouvelles races importées. La cohabitation de deux races différentes révolutionnerait

l'élevage du bétail. Les maladies des vaches locales peuvent contaminer les importées. Celles des dernières peuvent aussi infecter les locales. (D'après La Gazette du 26/01/05)

Malnutrition : objectifs de Seecaline presque atteint en 2004. L'intervention du Projet Seecaline s'est soldée en 2004 par des résultats prometteurs. L'objectif final de réduire de 30% le taux de malnutrition est presque atteint et ce malgré les cataclysmes. La sensibilisation et la mobilisation des communautés ont également porté des fruits. Dans beaucoup de villages touchés par le Projet, ça bouge : des moulins communautaires pour la confection de farine infantile, des arbres fruitiers, des lavoirs, des latrines, de groupements de femmes en faveur de la bonne nutrition, des leaders d'opinion et autorités locales engagés. La volonté est là, les initiatives locales foisonnent, l'effort doit continuer pour avoir réellement des impacts d'envergure. Le Projet Seecaline va emboîter le pas du "Programme National de Nutrition Communautaire", qui sera exécuté avec tous les intervenants en Nutrition afin d'atteindre les objectifs du DSRP et ceux de Développement du Millénaire. Certains intervenants de terrain - en l'occurrence les Ong, les agents communautaires (ACN) et les animateurs - craignent pour le paiement de leur dû resté impayé depuis plusieurs mois. Un premier versement a pu être effectué en décembre. Incessamment, le Projet recevra de l'Etat une aide budgétaire qui permettra d'apurer les arriérés. Concernant la composante "Filet de sécurité" du Projet, qui s'occupe des travaux communautaires à haute intensité de main-d'œuvre (HIMO), le Projet s'est vu doter d'une enveloppe de 2 milliards d'Ar par l'Etat sur fonds IPPTE. (D'après Tribune)

Antsiranana - Opération d'urgence de la Seecaline : le gouvernement a discrètement effectué une opération d'urgence de surveillance des enfants de moins de 3 ans frappés de malnutrition chronique par le biais du projet Seecaline. En ville comme en brousse, la majorité des habitants ne mangent plus à leur faim, l'inflation et la pénurie de riz gouvernemental frappent durement. Ses agents ont compté 1.200 enfants victimes de malnutrition dans la ville. (D'après Les Nouvelles du 21/01/05)

Malnutrition : situation inquiétante pour les provinces de Toliara et de Fianarantsoa. Heureusement que le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et le système d'alerte précoce ou SAP de l'union européenne publient fréquemment des données chiffrées pour que les autorités prennent à temps les décisions adéquates. Les séquelles du cyclone Gafilo et la sécheresse sont les principales causes de la famine. 200 500 personnes ont pu bénéficier du Corn Soja Blend ou CSB (farine enrichie), néanmoins, c'est encore insuffisant. Ainsi, le PAM a prolongé son opération d'urgence. Emergency Operation a touché plus de 100 000 personnes et a distribué 7650 t de vivres. De plus, elle met en évidence le système « Travail contre Vivres ». Ce système a été mis en œuvre avec plusieurs partenaires. En 2003, 55 000 enfants atteints de malnutrition aigüe ont été sauvés par le programme conjoint de SEECALINE, UNICEF et PAM. La mise en place de cantines scolaires a bénéficié à 276 écoles et 60 000 élèves ont mangé de la farine enrichie, du riz, des haricots ou des lentilles durant les jours de classe. Le taux de fréquentation de l'école primaire dans ces 276 écoles est passé de 37 à 74 %. (D'après La Gazette du 20/01/05)

La France octroie 500 000 dollars pour l'aide alimentaire du PAM pour venir en aide à 55 000 enfants et à leurs familles, dans les zones urbaines et rurales de Madagascar. Le PAM utilisera ce don pour acheter des vivres dans le cadre d'un programme d'urgence conjoint avec l'UNICEF pour fournir une assistance alimentaire aux enfants qui se trouvent dans une situation de malnutrition aiguë ou sévère et à leurs familles. La distribution de l'aide alimentaire est faite au niveau des sites SEECALINE et des centres de récupération et

d'éducation nutritionnelle de certaines ONG. 660 t de riz et 210 t de farine enrichie débarqueront à Madagascar en mars. (D'après Xinhuanet du 25/01/05)

Commerce extérieur & OMC, coopération régionale (AGOA, COI)

Démantèlement de l'Accord multifibre

Ce 1er janvier marque la fin du système de quotas d'importations qui a régi le commerce mondial du textile pendant 30 ans. La Chine et l'Inde s'annoncent comme les grands gagnants, en revanche des dizaines de millions d'emplois seraient menacés ailleurs dans le monde. Le démantèlement de l'accord multifibre de 1974 sonne le glas pour de nombreux pays en voie de développement. Depuis 30 ans, ils bénéficiaient d'un accès garantis aux grands pays importateurs. Le Bangladesh, l'île Maurice, l'Indonésie, **Madagascar**, le Sri Lanka ou la Turquie ont bâti leur économie sur le textile, ils sont devenus « textilo-dépendants. La Chine est déjà le premier exportateur mondial d'habillement avec 28% du marché planétaire contre 19% il y a 10 ans. Sa force : maîtriser la chaîne de fabrication de A à Z avec des coûts de main d'œuvre très compétitifs. La Chine, mais également l'Inde qui apparaît comme l'autre grand gagnant, a par ailleurs investi depuis plusieurs années dans ce secteur en prévision de la fin de l'accord. L'OMC prévoit ainsi que la part d'importation des vêtements chinois aux Etats-unis devrait représenter 50% après la fin des quotas contre 16% actuellement. Cette part devrait passer de 18 à 29% en Europe. (D'après Matera du 02/01/05)

Madagascar, sur la liste des pays victimes qui vont souffrir des impacts négatifs de la fin des quotas d'exportation de produits textiles. C'est l'un des résultats du tour d'horizon effectué par différents organismes internationaux, selon lesquels les points faibles de la Grande Ile vont l'empêcher d'être compétitive face à des mastodontes comme la Chine et l'Inde : pauvreté des infrastructures, insuffisance de main-d'œuvre qualifiée, instabilité politique qui fait fuir les investisseurs et corruption endémique. Une main d'œuvre bon marché et corvéable à merci (selon des rapports syndicaux parvenus à ces organismes), n'est pas l'unique condition nécessaire en terme de compétitivité. La zone franche textile de Madagascar emploie 90.000 personnes sur 119 unités. (D'après La Gazette du 05/01/05)

Les milieux concernés estiment que, outre les délocalisations d'entreprises franches chinoises vers... la Chine, la baisse des commandes liée au démantèlement de l'accord multifibres serait comprise entre 10 et 20 % cette année. Soit entre 8 000 et 16 000 travailleurs à licencier. Dès le mois de juillet, deux entreprises qui emploient environ 3 000 personnes vont fermer leurs portes (D'après La Gazette du 26 et du 31/01/05)

La Chine prend des mesures pour adoucir la fin de l'Accord multifibre mais elle s'oppose fermement à toute tentative de tout membre de l'OMC visant à prolonger le système de quota sous forme déguisée ou par d'autres moyens détournés. Le gouvernement chinois coopérera étroitement avec toutes les parties concernées pour rechercher un développement commun et pour réaliser une transition stable du commerce du textile. A Madagascar, 40 entreprises basées à Hong-Kong et 2 autres ayant leurs maisons-mères en Chine ont installé des filiales dans les zones franches. Ces 42 entreprises franches emploient de 30 à 40 000 personnes. Elles continueront leurs activités tant que leur accès à l'Agoa sera maintenu. Les échanges commerciaux entre la Chine et Madagascar sont évalués à 150 millions de dollars. Les produits malgaches exportés vers la Chine sont désormais détaxés. C'est une faveur accordée à 25 pays africains. Par l'application des mesures unilatérales, la Chine montre qu'elle n'a pas l'appétit d'un ogre qu'on lui prête après l'abrogation de l'Accord multifibre. (D'après L'Express du 28/01/05)

Grâce à l'Agoa, Madagascar a réalisé 293 millions de dollars d'exportation en 2004 : suite à la décision de proroger l'Agoa jusqu'à 2015, les exportations de Madagascar à

destination du marché américain prennent de l'envol. Au total, Madagascar aura réalisé en 2004 près de 293 millions de dollars d'exportations (soit 25 millions de kg) en franchise de douanes. Les performances de 2003 sont largement dépassées. Les 60 entreprises « Agoa » opérant dans le textile et la confection semblent d'autant plus rassurées que Madagascar bénéficie jusqu'à octobre 2007 de l'utilisation des matières premières en provenance des pays tiers. Néanmoins, le démantèlement des accords multifibres au 1er janvier doit leur donner du fil à retordre. Une réorientation stratégique s'annonce inéluctable au vu de la montée redoutable de la Chine et d'autres pays d'Asie. Un éventail de stratégies s'offre cependant aux petits fournisseurs comme Madagascar. Alors que les choix semblent devoir s'opérer entre stratégie de spécialisation, de diversification ou d'alliance, des experts recommandent de percer les marchés de niche des produits accessoires. (*D'après Les Nouvelles du 20/01/05*)

Préparation du sommet de la Commission de l'Océan Indien (COI) à Madagascar les 18-19 mars.

Lancée en 1984, elle comprend la France (Réunion), Madagascar, Maurice, les Comores et les Seychelles ; elle s'est dotée l'an dernier d'un nouveau secrétaire général, la Malgache MONIQUE ANDREAS ESOAVELOMANDROSO. Elle aura du pain sur la planche pour redorer le blason d'une institution qui peine à s'affirmer. Malgré les efforts consentis, les échanges intra-COI restent très faibles. L'instabilité comorienne n'a pas permis aux chefs d'État de se réunir l'an dernier à Moroni. Le sommet a donc été repoussé aux 18-19 mars, à Tananarive. La COI reste trop souvent minée par les querelles entre la France et les autres états membres, Paris et la Réunion, les francophones et les anglophones. La présence française, qui préside jusqu'en mars l'institution, est souvent jugée "pesante". Le poids de la Réunion est la cible de vives critiques. Quel rôle accorder à la COI ? Quelle est sa place par rapport aux autres puissances régionales (SADC, COMESA, Indian Ocean Rim) ? Qu'en est-il de l'élargissement au Sri Lanka, Zanzibar ou aux Maldives ? Comment concilier francophonie et anglophonie ? L'élection de MONIQUE ANDREAS, sa personnalité, vient renforcer la crédibilité de Madagascar sur le plan régional et apparaît comme une chance pour l'organisation. Le XXI^e conseil des ministres de la COI se réunit à La Réunion en présence de XAVIER DARCOS, ministre délégué à la Coopération, au Développement et à la Francophonie (*D'après Clicano Réunion du 15/01/05*)

La Grande île assure la présidence de la COI, soucieuse d'agir pour le développement humain. Le conseil des ministres de la Commission de l'Océan Indien s'est réuni à Saint Denis de La Réunion. À cette occasion, la passation pour la présidence de la commission a été effectuée entre le ministre français XAVIER DARCOS et le ministre malgache des affaires étrangères, MARCEL RANJEVA. La Grande île assurera la présidence de la Commission de l'Océan Indien pendant un an, et va recevoir le sommet en mars. L'éducation, la santé, la culture, la recherche concourant au devenir de l'homme ont fait l'objet de programmes régionaux. Le projet-pilote "Université de l'océan Indien" a permis, de 1999 à 2002, la mise en réseau de 36 établissements d'enseignement supérieur et de recherche dans la région. Il a fallu attendre 1998 pour qu'un projet véritablement régional soit monté par la France, sous la forme d'un "Projet d'appui au développement de l'anesthésie réanimation et de la médecine d'urgence dans l'océan Indien". La France finance au travers de la COI un "Projet de renforcement des capacités des États membres de la COI dans le domaine de l'urgence et de la lutte contre le SIDA". Un partenariat est initié avec l'ONUSIDA depuis 2003 et un programme régional est élaboré en 2004 avec un financement attendu de 7 millions d'euros sur 5 ans de la part de la Banque Africaine de Développement. (*D'après Les Nouvelles du 18/01/05*)

Absence de liberté de circulation entre les îles de la COI : comment parler de développement des affaires ou du tourisme entre les îles de la COI si la libre circulation n'est pas une réalité ? Comment travailler avec un pays qui ferme ses frontières ? Le ministre français XAVIER

DARCOS a expliqué lors du récent sommet de la COI que la Réunion n'est pas dans l'espace Schengen, elle a son système propre en matière de délivrance de visas. Située dans un environnement où les candidats à l'immigration sont très nombreux, il est légitime, selon lui, d'être vigilants. L'exemple de Mayotte, où près du quart de la population est clandestin, illustre bien cette réalité. La libre circulation des personnes est un principe honorable mais la réalité oblige à être vigilants. Les déclarations du président de l'UMP, NICOLAS SARKOZY, qui propose d'établir des "quotas d'immigration" ne sont pas là pour rassurer les voisins de la Réunion. L'établissement de quotas va à l'encontre de la libre circulation des personnes et peut être considéré comme une offense aux droits de l'Homme. De par ses équipements et ses "ressources de savoir", la Réunion se trouve de fait au coeur de la plupart des actions de la COI. Encore faut-il pouvoir y venir. (D'après *Le Quotidien de La Réunion* du 20/01/05)

La question de l'octroi de visa pour la Réunion sera soulevée au sommet de la COI : cette question va certainement générer une crise profonde au sein de cette organisation régionale. Les chefs d'Etat et de gouvernement qui se réuniront en juillet dans la capitale malgache vont se pencher sur ce sujet afin de dissiper les malentendus et les incompréhensions. (D'après *Tribune* du 28/01/05)

Coopération régionale et quota d'immigration en France : les mesures préconisées par NICOLAS SARKOSY sont aux antipodes des objectifs de rapprochement des peuples de la COI et de ceux de la coopération régionale défendue par la Réunion. Les associations françaises de défense des immigrés accusent une "conception utilitariste du migrant" qui ne freinera en rien l'immigration illégale. Le président du "Collectif pour Madagascar" estime que cette politique de l'immigration est à l'opposé des spécificités géographiques et culturelles de La Réunion dans l'océan Indien. "Le gouvernement risque de tabler sur la masse qualifiée", augure-t-il. Au vu de la pénurie de professionnels de santé en France, il présage un recrutement de médecins pour le secteur hospitalier dans les pays de l'Est et dans les pays francophones. Des mesures qui privilégient l'intérêt économique de la France au détriment de l'intérêt humain. Quoi qu'il en soit, "ce ne sont pas ces mesures administratives, policières, qui vont régler le problème et convaincre les émigrés de rester chez eux". Le Collectif dénonce les spécificités locales d'obtention des visas. Un Malgache obtiendra un visa d'un mois en Métropole contre huit jours à La Réunion. Plus ces conditions seront difficiles, plus elles favoriseront la clandestinité. (D'après *Témoignages Réunion* du 20/01/05)

Les agriculteurs réunionnais aideront des paysans malgaches : la Réunion souhaite coopérer avec Madagascar, notamment dans les domaines de la gestion de l'eau et de la formation des paysans. Ce partenariat a été initié en février 2003. Madagascar entend tirer profit de sa surface en terres cultivables. Il s'agit "d'apporter la technicité réunionnaise qu'il faut pour que ce grand pays puisse être autosuffisant". La Réunion compte établir un programme d'échange de techniciens et paysans. Cette visite se déroulait au moment où la Commission de l'océan Indien se réunissait à La Réunion. « Il ne s'agit pas de s'implanter à Madagascar pour gagner des parts de marché". Le président de la Chambre d'agriculture préfère parler de recherche de complémentarité entre les deux parties. "Pourquoi acheter en Inde ou en Argentine, alors qu'à côté de chez nous, il y a de grosses possibilités de production ?". (D'après *L'Express* du 24/01/05)

Coopération régionale : l'Inde snobe Madagascar et les karana revendiquent la nationalité malgache. Les relations entre les deux pays datent de près d'un demi-siècle. Pourtant rien de concret, surtout sur le plan économique, n'a eu lieu jusqu'à présent, alors que les indopakistanaïens (karana) sont très dynamiques dans l'économie malgache et qu'ils sont sur place depuis trois siècles. Un de leurs porteurs de parole, précise qu'ils souhaitent obtenir « légalement » la nationalité malgache, le droit du sol leur étant interdit jusqu'à présent par

notre code de la nationalité. Le terme « légalement » a sans doute été choisie par référence aux « nouveaux venus », lire les Chinois, qui obtiennent facilement, voire rapidement, la nationalité malgache L'Inde, contrairement aux autres investisseurs dont la Chine, hésite toujours à s'impliquer. Dans notre région, le pays de Gandhi préfère de loin travailler avec Maurice (D'après La Gazette du 31/01/05)

Commerce extérieur : encore et toujours le déficit. Les chiffres des trois premiers trimestres 2004 annoncent toujours une hausse continue des importations. Globalement, le déficit courant, si on le juge avec les résultats de ces trois trimestres, interpelle puisque la valeur CAF des importations, y compris les zones franches, est de l'ordre de 2.164 milliards Ar contre 1.118 milliards FOB Ar seulement pour les exportations soit un déficit de – 1.046 milliards Ar. Les données du dernier trimestre devraient confirmer cette tendance fortement déficitaire de la balance globale. Il est ainsi presque assuré que l'ariary ne connaîtra pas d'embellie en 2005. La relance des exportations est loin d'être effective et même les résultats des zones franches n'ont pas connu d'évolution très favorable. (D'après La Gazette du 19/01/05)

220 000 touristes sur l'année 2004 : chiffre tout à fait satisfaisant, qui dépasse de près de 48 % les chiffres de l'année 2003. Cette nette progression serait le fruit de l'augmentation du nombre des vols directs à destination des sites touristiques et d'une campagne de promotion efficace. Mais il faut relativiser ce résultat puisque l'objectif global est de 700 000 touristes à l'horizon de 2008. De plus, par rapport à l'île Maurice qui arrive à drainer 700 000 touristes en une année et l'Afrique du Sud avec ses millions de visiteurs, Madagascar aura fort à faire dans les années à venir. (D'après La Gazette du 20/01/05)

Autres sujets

Il ne faut pas compter sur les entrepreneurs privés malgaches pour soutenir la croissance économique : absents des grands secteurs porteurs, mais nombreux dans l'informel, depuis la conversion du pays au libéralisme économique il y a 15 ans, les Malgaches cèdent la place aux autres pour tirer le développement de leur pays. Leur absence s'explique par de multiples raisons. N'y a-t-il pas plus de « profil RAVALOMANANA » dans la grande île ? Lui qui fait l'admiration du petit peuple pour son parcours professionnel ne fait pas d'émules, ou si peu. Nous sommes un peuple d'exécutants. Nous avons été éduqués pour copier, pas pour créer, imaginer ou rêver. Pour la majorité, monter un business est encore inimaginable. Dans les secteurs porteurs que sont la crevette ou les entreprises franches, nulle trace d'entreprises malgaches. Dans le top 20 des entreprises, les malgaches sont cruellement absents, hormis les « classiques » RAVALOMANANA, RAMANANDRAIBE et RAZAFINDRAVAHY. En 2004, les entreprises créées sont à plus de 90% des entreprises individuelles et interviennent à 70% dans le commerce, le transport de marchandises ou de voyageurs. Les entrepreneurs malgaches qui « osent » sont petits, ont peu de moyens et se lancent dans les « business » qui rapportent tout de suite. Est-ce une question d'argent, de culture, d'éducation ? Est-ce la faute à la colonie, au socialisme, à la religion, à la pauvreté, à l'insularité ? Il y a de l'argent à Madagascar, mais il est utilisé dans des dépenses somptuaires ou des investissements dans l'immobilier. La cherté de l'argent est une fausse excuse : emprunter entre 18 et 22% quand l'inflation est à 25%, c'est une bonne affaire. Ce sont plutôt les garanties comme les hypothèques qui sont un obstacle. Entre la pression de la famille, le nivellement par le bas, les histoires de castes, l'enchevêtrement perpétuel business/famille, la complexité pour un Malgache de faire travailler un autre Malgache, le

peu de conscience professionnelle des salariés, tout cela rend complexe la tâche de l'entrepreneur. La réussite n'est pas une valeur partagée, on n'a pas une éducation qui tend vers la prise de risque. Nous sommes d'une prudence extrême dans tout ce qu'on fait (« le vent déteste les arbres trop hauts »). La réussite professionnelle n'est pas une valeur malgache. Quand on réussit, il y a toujours une suspicion d'argent sale, de magouille. Mais les comportements sont peut être en train de changer dans les jeunes générations. (D'après L'Express du 25/01/05)

Change : le cours de l'ariary se redresse. L'ariary continue sa remontée sur le MID après avoir été sous pression depuis le début de l'année, passant de 1/2.497 le 04/01/05 à 1/2.393,65 face à l'euro et de 1/1.852,0 à 1/1.832,42 pour la même période face au dollar. D'après La Gazette du 25/01/05)

L'inflation à 27,8% - les PPN hors de prix : de décembre 2003 à décembre 2004, en glissement, les prix à la consommation ont enregistré une hausse de 27,8%. Antsiranana et Fianarantsoa connaissent les plus fortes hausses, à près de 39%. Vient ensuite Toamasina avec 34%. Antananarivo reste en dessous de la moyenne nationale avec 24,2. Tous les secteurs de la vie quotidienne ont été touchés, mais plus particulièrement les produits alimentaires, suite au renchérissement des prix des produits de première nécessité. L'Instat prévoit cependant de faibles variations pour les trois mois à venir. (D'après L'Express du 27/01/05)

Tourisme : projets du groupe Accor. Le responsable du groupe a décidé de mener à bout son projet de construire 2 hôtels 3 étoiles à Antananarivo, cette année et deux autres à Mahajanga et Toamasina en 2006. « Accor étant actionnaire du Club Méditerranée, Madagascar nous intéresse au plus haut point. Nous avons confiance que la Grande Ile trouvera dans les années à venir son développement notamment en matière de tourisme », a déclaré GERARD PELLISON. « L'investissement en matière d'hôtellerie s'étale sur 40 à 50 ans. Les conditions d'investissements à Madagascar sont bonnes et nous sont favorables » ((D'après Midi du 28/01/05)

Poursuite du processus de libéralisation de l'économie : le conseil des ministres a pris la décision d'appliquer la libération de l'espace aérien, afin de contribuer au développement économique par la venue en masse des investisseurs et des touristes. Lors du lancement du rebranding d'Air Madagascar, le vice-premier ministre ZAZA RAMANDIMBIARISON avait déjà effleuré l'idée d'une éventualité de la concurrence dans les lignes domestiques. "Il est temps de s'y préparer", avait-t-il mentionné tout en assurant le soutien indéfectible de l'Etat à Air Madagascar. L'Etat garde la majorité dans le capital de cette compagnie. (D'après L'Express du 31/01/05)

Possible reprise des exportations de viande de zébu vers l'Europe, frappées d'embargo depuis 1997, en raison, notamment, des maladies (charbon et tuberculose) qui sévissaient sur le cheptel local. Le directeur de la Santé animale auprès du ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche estime qu'il existe de fortes chances pour que ces exportations reprennent. Dans cette perspective, un système de « zonage » a été utilisé, consistant à déterminer les zones qui ne sont pas affectées par les maladies et intensifier les actions sanitaires dans les zones identifiées. Des actions seront menées pour parvenir à la traçabilité de la viande. La vaccination du cheptel contre les maladies sera renforcée. Pour cette année, on mise sur un taux de couverture vaccinale de 80 % contre le charbon, première cause de mortalité. Maurice a déjà manifesté sa volonté d'importer de la viande bovine malgache. (D'après Les Nouvelles du 31/01/05)

Dominique TISSIER DG de la BNI-CL est optimiste pour 2005 : il espère un taux d'inflation moins important pour cette année et prévoit un taux de croissance plus substantiel, une dépréciation de la monnaie moins forte et une baisse des taux d'intérêt ainsi qu'une amélioration de la balance commerciale. "C'est la stabilité économique actuelle qui nous incite à l'optimisme", a-t-il expliqué. « Un important travail de fond a été réalisé en 2004, il ne nous reste plus qu'à en récolter les résultats ». Il fait ainsi référence aux initiatives du gouvernement pour redynamiser le secteur privé en particulier et l'économie en général. Un taux de croissance de 7 % équivaldrait à une amélioration de la qualité de la vie des Malgaches. Les lois sur les sociétés commerciales, sur le code du travail, sur la corruption, sur le blanchiment et sur les finances publiques ont été adoptées en 2004 afin de mettre en place un environnement favorable aux investissements. La décentralisation avec l'instauration des 22 régions, la détermination des trois sites pour les pôles intégrés de croissance où les travaux avancent déjà à grands pas méritent d'être mentionnés. "Le volume des investissements a triplé en 2004. Le crédit octroyé aux petites et moyennes entreprises a cru de 25 %". Le secteur de l'énergie, le textile, l'agroalimentaire, les télécommunications, le tourisme, les travaux publics sont touchés par cette relance. (D'après L'Express du 29/01/05)

ENVIRONNEMENT

Avec le grand coup de pouce donné au PE III en 2004, Madagascar entame une autre phase : la durabilité. Le plus grand don pour l'environnement jamais accordé par la Banque Mondiale, Madagascar l'a obtenu en 2004. Le programme environnemental malgache qui en est aujourd'hui à sa troisième phase a, en effet, bénéficié de 49 millions de dollars : 40 millions de dollars de l'IDA (association de développement international) et 9 millions du Fonds pour l'environnement Mondial. Jusqu'en 2009, le PE III se devra de traduire en réalisations cette nouvelle phase qui consiste à consolider les acquis et à faire durer les résultats déjà obtenus, dont notamment la réduction de la pratique du « tavy » (culture sur brûlis) et la baisse du taux de déforestation. La culture sur brûlis a connu une régression considérable dans les régions où cette pratique était profondément ancrée. Le challenge à relever reste l'augmentation à 6 millions d'ha de la superficie des sites de conservation. *Le traitement de l'éternel problème de la pauvreté par rapport à la protection environnementale reste, toutefois, au centre de toutes les stratégies.* Le PE II l'a particulièrement pris en compte : de la régression de la pauvreté dépend la réussite de la gestion des ressources naturelles. Il s'agira encore d'augmenter le nombre d'aires protégées en tenant compte de l'implication des communautés environnantes dans leur gestion. L'objectif des 6 millions d'ha équivaut à 10% de la superficie du territoire national. (D'après Midi)

La biodiversité malgache, atout majeur du développement : Madagascar participe à la *conférence internationale sur la biodiversité* qui se tient à Paris du 24 au 28 janvier. Le président RAVALOMANANA fait partie des 1.200 participants, chercheurs, responsables politiques et écologistes. Seront notamment présents : le prix Nobel de la Paix WANGARI MAATHAI, vice-ministre de l'environnement du Kenya, le premier ministre de Malaisie, le Président du Nigéria, le directeur général du Programme des Nations Unies pour l'environnement, le «père» de la notion de biodiversité EDWARD WILSON. Cette rencontre a été initiée par JACQUES CHIRAC. Ce sommet établira un état des lieux des menaces qui pèsent sur la nature et avancera des stratégies pour la sauver. La convention sur la biodiversité, signée en 1992, n'a pas encore d'outil de mise en œuvre. Toutefois, un petit pas en avant a été engagé lors du sommet de Johannesburg en 2002. Au cours de cette rencontre, la communauté internationale s'est promise de réduire significativement la perte de

biodiversité d'ici 2010. C'est à cette occasion que MARC RAVALOMANANA, s'était engagé à amener la surface des sites de conservation nationale à 6.000.000 ha. Depuis, il renouvelle ses engagements pour la préservation de la biodiversité : « S'il y a une chose dont le Malgache est fier, c'est de son pays, de cette île continent, dont les richesses ne sont plus à démontrer. Mais, seule une politique soutenue de préservation de la nature peut assurer de génération en génération, un développement rapide et durable qui rapproche l'homme de son environnement et place la conservation de la biodiversité dans l'axe de toute stratégie d'intervention ». Madagascar est considéré comme un pays de mégabiodiversité. En effet, la nature malgache présente un taux exceptionnel d'endémisme. (D'après Midi du 13/01/05)

Le Président a déclaré lors de ce sommet qu'il faut avancer sur trois fronts : le développement économique, la protection de la nature et la bonne gouvernance. Pour le premier front, MARC RAVALOMANANA évoque « notre responsabilité particulière de faire en sorte que l'industrialisation, l'ouverture des routes et le développement des infrastructures ne se fassent pas au détriment de notre patrimoine ». Pour le deuxième front, le Président confirme son engagement de porter en 5 ans à 6 millions d'ha les aires protégées. Pour le troisième front, le Chef de l'Etat propose la mise en place de trois piliers : - la restauration de l'autorité de plusieurs services de l'Etat dont l'Administration forestière et la surveillance des pêches - la décentralisation, facteur essentiel de la mobilisation populaire pour la nature - la concertation entre l'Etat et les professionnels, avec le concours d'experts et de scientifiques. Au niveau mondial, le Président souhaite que des initiatives soient prises pour re-localiser dans les pays du Sud des recherches qui portent sur leur biodiversité. RAVALOMANANA a dit son plaisir de pouvoir intervenir, une fois n'est pas coutume, en tant que chef "d'un pays riche ... en biodiversité, bien sûr". Il a souligné que 85% des quelque 12.000 plantes de Madagascar sont "uniques au monde" (D'après Midi du 25/01/05)

Organisations écologistes et observateurs notent cependant que si le président français est aujourd'hui à la pointe du combat pour l'environnement, **la France reste notamment le plus grand pays importateur de bois exotique** et contribue largement à la déforestation. Et que, si de grands pays, comme Madagascar par exemple, sont aujourd'hui menacés par une déforestation catastrophique, c'est que le niveau de pauvreté et de sous-développement est devenu intolérable et que, désormais, « tous les arbres y sont menacés à cause du manque de bois de chauffage ». (D'après Cyberpress Canada du 26/01/05)

Changements climatiques : Madagascar est affecté. La Banque mondiale organise une session sur les changements climatiques et le lancement du Programme d'actions nationales d'adaptation au changement climatique (PANA). En 30 ans, la température du pays a augmenté de 0,5°C, ce qui se rapproche de la tendance mondiale.. L'augmentation de la température nocturne diminuerait le rendement rizicole et causerait des dégâts aux récifs coralliens qui offrent une barrière naturelle de protection des côtes et qui abritent des espèces comestibles et utiles pour l'équilibre de l'écosystème. Le réchauffement climatique augmente les risques de propagation du paludisme. L'environnement continental n'est pas épargné : fortes pluies fréquentes atteignant jusqu'à 200% de l'intensité normale ou pluviométrie insuffisante avec un déficit qui peut aller jusqu'à 150% de la normale. (D'après La Gazette du 21/01/05)

SANTE PUBLIQUE, FLEAUX & CALAMITES

Médicaments : Madagascar échappe au contrecoup de la loi de l'OMC. Les médicaments génériques utilisés à Madagascar ne seront pas frappés pour le moment par l'application des Aspects des droits de la propriété intellectuelle sur le commerce ou Adpic de l'Organisation

mondiale du commerce (OMC). A partir du 1er janvier 2005, l'Inde, l'un des leaders mondiaux dans la production de médicaments génériques, a dû intégrer le système de brevetabilité instaurée par les Adpic. Les laboratoires pharmaceutiques indiens n'auront plus de dérogation pour copier et exporter librement les médicaments mis sur le marché à compter de cette date, car ils seront protégés par une exclusivité de 20 ans. La plupart des pays africains dont Madagascar importent pourtant de l'Inde leurs médicaments génériques. Des analystes accusent l'OMC de soutenir les intérêts des grands laboratoires des pays riches, tout en contribuant à la disparition à terme des génériques et à la hausse des prix des médicaments brevetés. Les produits génériques utilisés à Madagascar ont été brevetés depuis plus de 20 ans et ne tombent donc pas sous le coup de la loi. C'est un plus pour un pays qui a un grand besoin de médicaments anti-paludiques ou contre les maladies respiratoires. Mais le pays risque à terme d'avoir des difficultés d'approvisionnement pour soigner d'autres maladies. L'Inde, la Chine, le Brésil et l'Afrique du Sud ne pourront plus désormais que copier des médicaments dont le brevet est vieux de 20 ans et plus. Des analystes relèvent que la dérogation accordée par l'OMC pour les pays pauvres en « crise sanitaire grave » est trop complexe pour être appliqué en cas d'urgence. (D'après La Gazette)

Santé - Les consultations médicales inaccessibles à 20% des Malgaches, selon la section Antananarivo du conseil régional de l'Ordre des médecins (Crom). Selon le Dr BODO R. médecin libéral, c'est réellement " un problème de pauvreté, inhérent à la performance même de notre économie. (D'après L'Express du 29/01/05)

Journée mondiale des lépreux le 6 février : à Madagascar, le taux de prévalence à fin septembre 2004 est de 2,93 pour 10 000 habitants. En 2003, il était de 3,35. C'est un taux relativement élevé par rapport à d'autres pays. Ce qui place Madagascar au 3^e rang des pays le plus touchés après l'Inde et le Brésil. Six Etats concentrent 90% des cas : l'Inde, le Brésil, le Népal, Madagascar, le Mozambique et la Birmanie. La province la plus endémique est Toliara, suivie de Fianarantsoa. Beaucoup ignorent ou ne connaissent même pas la maladie. 3 messages sont à passer au cours de cette journée : la lèpre se guérit, le traitement existe et il est gratuit dans tous les centres de, la lèpre est facile à reconnaître. Les festivités du 6 février ont pour objectif de sensibiliser le public. L'objectif du ministère de la Santé est d'éliminer la lèpre en tant que problème de santé publique d'ici fin 2005. (D'après Tribune du 22/01/05).

Selon JACQUES GROSSET, membre de la commission médicale et scientifique de l'association Raoul Follereau, la forte endémie malgache a été sous-estimée pendant plusieurs années, mais maintenant le diagnostic et le traitement de la maladie sont bien repartis. Lutter contre la lèpre n'est pas une mince affaire à Madagascar, où certaines régions enclavées sont difficilement accessibles. Des malades restent donc de fait sans la possibilité de recevoir des soins. Mais Madagascar avance. (D'après Afrika.com du 21/01/05)

Unicef-Madagascar - BARBARA BENTEIN interpelle pour plus de ressources en faveur de la santé des enfants. "100 000 Malgaches meurent chaque année avant l'âge de 5 ans pour des causes que l'on peut pourtant prévenir", note la représentante de l'Unicef. Paludisme, diarrhée, infections respiratoires aiguës, engendrés le plus souvent par la malnutrition, sont les principales maladies qui déciment l'enfance. Pourtant, "limiter la mortalité infantile est de l'ordre du faisable maintenant que Madagascar a atteint le point d'achèvement et va donc avoir plus de ressources". L'Unicef va aider le ministère de la Santé affirme BARBARA BENTEIN. Il faut, dit-elle, "amener les décideurs nationaux ainsi que les instances internationales à mettre plus de ressources en faveur de la santé. La période 2005-2009 verra s'élaborer un nouveau programme de coopération "calqué dans le cadre des priorités nationales". Le mot d'ordre sera d'améliorer les interventions au plus proche des familles". Cela se traduira par exemple par le maintien du taux de couverture vaccinal de la

rougeole, dans le cadre du Programme élargi de vaccination. Dans le domaine du paludisme, outre la mobilisation de ressources pour une large diffusion des super moustiquaires, le traitement préventif intermittent chez la femme enceinte, par l'administration de médicament antipaludéen est au programme. Assurer une meilleure prise en charge de la diarrhée, de l'allaitement maternel, lutter contre les infections respiratoires aiguës en rendant les antibiotiques plus accessibles, veiller à l'ingestion systématique de vermifuges chez les enfants, veiller à ce que les femmes enceintes effectuent les trois visites prénatales,... telles sont les actions, non exhaustives, applicables immédiatement. "Le manque de ressources ne peut jamais être une excuse pour ne rien faire", a dit BARBARA BENTEIN. Elle a tiré cette assertion de la Convention des droits de l'enfant (CDE). (D'après L'Express)

140 000 porteurs du Sida à Madagascar selon le dernier rapport de l'Unicef : soit 1,7% de la population. L'âge moyen est de 34 ans chez les hommes et de 27 ans pour les femmes. Chez les femmes enceintes, le taux de prévalence est de 1,1% et la transmission mère-enfant ne touche que 0,4% des cas. Cependant, 8.600 enfants de moins de quatorze ans portent actuellement le VIH. A l'instar des autres pays, la prostitution et les exploitations sexuelles demeurent les facteurs les plus courants de la transmission. Près de 30.000 enfants sont devenus orphelins à cause de cette épidémie, depuis l'apparition du premier cas en 1987. (D'après Les nouvelles du 19/01/05)

Population - Le projet de réinsertion sociale sauve des milliers de personnes : le programme de réinsertion sociale des familles sans-abri de la capitale agit à travers deux projets de migration en milieu rural. Le ministère de la Population travaille en partenariat avec la commune d'Antananarivo et la commune rurale de Masindray. Ce projet a permis aux 47 familles sans-abri de retrouver la dignité humaine. Chacune dispose de sa propre maison. Il ne reste plus qu'à leur assurer des activités génératrices de revenus. Cette année, le ministère envisage d'accueillir 300 autres familles en difficulté. Les études ont été effectuées avec la participation active de la Coopération française. A Andranofeno, 257 familles sont déjà installées sur le site de migration. La construction de leurs maisons est en cours. Le ministère travaille ici en partenariat avec l'Ong Mad'Aid qui gère le site, appuie techniquement et financièrement la promotion des activités génératrices de revenus et assure l'encadrement et l'accompagnement social des migrants. Le ministère identifie et cible les ménages en difficulté, met en place les infrastructures et les équipements nécessaires et assure le transport des migrants vers le site. Une convention de partenariat avec l'Otiv, pour faciliter leur accès au crédit, est également conclue. (D'après L'Express du 31/01/05)

Des petites îles aux grands problèmes : Madagascar est partie prenante dans la Conférence Internationale des petites îles vulnérables ou petits états insulaires (Sids) qui s'est tenue à Maurice, à l'initiative des Nations Unies. Elle a réuni une quinzaine de Chefs d'états. La question du système d'alerte en cas de cataclysmes naturels a dominé les débats. L'UNICEF a été désigné comme chef de file de la mise en place d'un centre d'alerte dans l'Océan Indien. Mais il n'y a pas que le tsunami qui menace le monde : Madagascar n'échappe pas aux cataclysmes naturels : il souffre chaque année du passage de violents cyclones, annihilant les efforts de reconstruction et d'aménagement agricole. L'Afrique et d'autres pays pauvres, solidaires avec des pays comme l'Indonésie, la Thaïlande, les Maldives et le Sri Lanka, ne peuvent que sourire avec résignation et un brin d'ironie en voyant la formidable aide massive que l'Occident apporte aux victimes des tsunamis en Asie. Les Etats Unis ont finalement arrêté les recherches sur les armes de destruction massive en Irak. Ces milliards de dollars perdus auraient fait le bonheur de plusieurs milliards d'enfants. Le budget annuel de Madagascar équivaut à 5 avions furtifs. Et les 100.000 t de riz manquant, à moins de 700

Ar, pour nourrir 18 millions de malgaches, représentent trois avions de combat moderne. (D'après *Matvoonline* du 17/01/05)

Ces pays insulaires en développement ont des problèmes communs, comme le réchauffement planétaire, la vulnérabilité aux catastrophes naturelles, la dégradation des écosystèmes essentiels. Ils ont des limitations intrinsèques, à l'exemple d'une économie à échelle réduite. (D'après *Tribune* du 15/01/05)

Catastrophe dans le Sud : 17morts et 139 disparus et 20 000 sinistrés après le passage d'«Ernest» et de « Felapi ». Sans compter le cheptel emporté par les eaux et une dizaine de bâtiments publics endommagés. A Toliara, 90% de la ville est sous l'eau et l'électricité est coupée. A l'intérieur de la prison locale, l'eau est montée jusqu'à un mètre de hauteur et le mur de la prison centrale de Toliara menace de s'effondrer risquant de faciliter une éventuelle évasion des détenus. La population du Sud lance un appel de détresse face à cette situation jugée chaotique. La situation n'est pas maîtrisée et les informations sur la situation font défaut (D'après *Tribune* du 27 et 29 /01/05)

Bien que le gouvernement ait brillé par son absence, les autorités locales ont déjà pris des mesures d'urgence. Le bilan pourrait s'alourdir car les zones rurales touchées également par les intempéries, sont totalement coupées du reste du monde. Toutes les radios BLU, le seul moyen de communication, sont tombées en panne. On attend, la mission d'évaluation du Comité National de Secours (CNS). (D'après *Tribune* du 31/01/05)

Catastrophes médiatisées : les catastrophes naturelles passent et les mobilisations de solidarité correspondantes ne se ressemblent pas. A l'élan de générosité sans précédent dans une Asie du Sud truffée de touristes conférant ainsi au drame une proximité occidentale, contraste le malheur au quotidien des régions plus reculées et moins exposées aux caméras. La « bien pensance » médiatique déterminant la bonne conscience des masses, point ou peu de salut venu de l'Ouest pour les victimes de séismes iraniens ou turcs. Quant à Madagascar, ravagée par les cyclones il y a moins d'un an, ses 700 000 sinistrés, ses milliers de blessés, son nombre inconnu de morts suscité par les épidémies qui s'ensuivirent étaient déjà passés complètement inaperçus sur les scènes nationales et internationales au moment de la catastrophe. Sur la Grande île, peu de touristes, pas de pétrole. Loin du spectacle, les fourmis de l'aide aux plus démunis travaillent dans l'ombre. (D'après *Clicanoo Réunion* du 26/01/05)

Détection des catastrophes : match franco-américain sur nos rives. Où installera-t-on le centre de détection des catastrophes dans l'Océan Indien ? La France est passée très tôt à l'offensive, avançant La Réunion comme site d'implantation du système en arguant de l'expérience de cette île. Les Américains souhaitent que le choix se porte sur leur base de Diégo Garcia. Bref, une lutte géostratégique en vue entre deux puissances qui ont mesuré l'intérêt d'être le pourvoyeur d'une assistance technique aux pays riverains de l'Océan Indien. En tout cas, on peut justifier et légitimer l'«occupation» controversée de ces îles en donnant à la présence française ou américaine un caractère pratique et humanitaire... (D'après *La Gazette* du 19/01/05)

Madagascar au 150^{ème} rang sur 177 dans le Rapport Mondial 2004 sur le développement humain : en 2003, près de la moitié des adultes sont analphabètes et l'espérance de vie à la naissance est de 53,4 ans. 73% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté (80% en milieu rural et 55% en milieu urbain) et plus de 60% souffre de malnutrition (85% en milieu rural et 45% en milieu urbain). Les provinces périphériques sont 2 fois plus pauvres que la capitale et les femmes sont plus vulnérables que les hommes : 80% des ménages dirigés par des femmes sont pauvres, contre 70% de ménages dirigés par des hommes. Le pouvoir d'achat en général, et celui des franges les plus défavorisées, en particulier, s'est encore

fortement détérioré en 2004, suite à la forte hausse des prix, consécutive à la flambée du prix du pétrole et du riz ainsi qu'à la forte dépréciation de la monnaie nationale (de l'ordre de 100% entre décembre 2003 et juin 2004). Mortalité infantile élevée malgré une amélioration sensible en 2003, les indicateurs sociaux révèlent toujours une grande fragilité dans les conditions de vie, du fait essentiellement de l'insuffisance des infrastructures sociales et du dysfonctionnement des services publics. De plus, les conditions sociales diffèrent selon le milieu (...) et d'une région à une autre (...). En effet, bien que 100 000 enfants supplémentaires aient été scolarisés en 2003, grâce à des mesures de soutien (gratuité des frais de scolarité, distribution de kits scolaires aux élèves du primaire public) 1 enfant sur 4 ne va pas à l'école (1 sur 7 en milieu rural contre 1 sur 3 en milieu urbain) et 2 enfants scolarisés sur 3 ne vont pas au bout d'un cycle primaire complet (1 sur 2 pour les ruraux et 1 sur 6 pour les citadins). Alors que dans la capitale, seulement 1 enfant sur 10 n'est pas scolarisé, ce chiffre est de 1/3 dans les régions du Sud et du Sud Ouest. La santé de la population est précaire (forte prévalence des maladies endémiques). La mortalité infantile et maternelle reste élevée, malgré une nette amélioration au cours des dernières années. Les taux de mortalité maternelle et infantile sont respectivement de 350 pour 100 000 et de 100 pour 1 000, en 2003, contre 488 pour 100 000 et 154 pour 1 000 à la fin des années 90. Seul 1 ménage sur 5 a accès à l'eau potable et 1 sur 6 bénéficie d'installations sanitaires. Les villes sont 3 fois mieux desservies en eau potable et en installations sanitaires que les campagnes. La proportion de la population n'ayant pas accès à l'eau potable est de 1/10 dans les villes contre 4/10 dans les campagnes. Une différence sensible existe entre les hautes terres centrales et les régions périphériques (3 personnes sur 10 privées d'eau potable dans les régions des hautes terres centrales, contre 8 sur 10 dans les régions périphériques). Estimée à 1,1%, la prévalence du VIH/Sida est encore relativement faible, mais l'existence de facteurs de risque et de vulnérabilité fait craindre une explosion de la pandémie. La propagation du VIH s'est faite à un rythme exponentiel depuis la fin des années 80, après la première détection du virus en 1987. Alors qu'1 Malgache sur 5 000 était séropositif en 1990, ce ratio était de 1/3 000 en 1992, 1/1 000 en 1997, 1/600 en 2001 et de 1/95 en 2003. (D'après *La Gazette* du 21/01/05)

Au 27/01/2005, 1 euro = 2400 Ariary (cours pondéré)

A compter du 01/01/2005, l'Ariary (Ar) se substitue au franc malgache (Fmg), sur la base de Ar 1 = 5 Fmg